

Le carrefour économique et social du Hautmont

« ENTRE PEURS ET RÊVES : VIVRE ENSEMBLE ?! »

Synthèse des travaux de l'année 2010 - 2011

10^{ème} carnet : **SOMMAIRE**

- Vers « des passages nouveaux... » ! 2
 - **Présentation de la démarche du Carrefour** 4
 - **CONFERENCE D'OUVERTURE** 6
Jean Paul DELEVOYE, président du Conseil économique et social.
 - Atelier 1 : Comment vivre ensemble dans la différence ?
 - Atelier 2 : Du temps pour vivre ensemble
 - Atelier 3 : Responsabilité de l'Etat et engagement individuel
 - Atelier 4 : Comment faire grandir l'autre ?
 - **Analyse de l'expert économique** 44
 - **Analyse de l'expert théologique** 48
- Synthèse et conclusion des travaux le 7 mai 2011*
- Conclusion de **THÉRÈSE LEBRUN**,
Président-Recteur de l'Université Catholique de Lille 56
 - Conclusion de Monseigneur **LAURENT ULRICH**,
Archevêque de Lille 61

EQUIPE DE PILOTAGE

*Henri DANIEL, Christophe DUPONT, Jean-Paul FRAY
Pierre-Marie LOMBART, Nicolas MAULVAULT, Jean-Marie VANDERMEER*

EXPERT SOCIO ÉCONOMIQUE

Eric OLSZAK

EXPERT THÉOLOGIQUE

Dominique FOYER

DIRECTEUR DU CENTRE SPIRITUEL DU HAUTMONT

Frédéric ROCHET

Comment nous joindre :

Mail : carrefour.economique.social@gmail.com

Adresse : Carrefour Economique et Social du Hautmont 31 rue Mirabeau - BP 19 - 59420 MOUVAUX

Vers « des passages nouveaux ... »

D'apparence à la fois austère et scolaire, ce cahier propose une démarche originale et spécifique, contraire aux deux précédents adjectifs. A l'occasion de cette 10^{ème} édition, il n'est pas superflu d'en souligner **la perspective et la pédagogie**.

La perspective est reliée à un constat aujourd'hui essentiel pour les chrétiens : la foi n'est pas d'abord faite de priorités ordonnées en fonction d'une hiérarchie de valeurs morales, elle n'est pas seulement une simple transmission si belle ou si nouvelle soit-elle. La foi est aussi rencontre, « rendez-vous avec quelqu'un, avec celui qui sait trouver des passages là où l'humanité se complique » selon la juste expression d'Etienne Grieu (1) qui ajoute aussitôt « Si j'ai compris cela, alors, lorsque je me tiendrai à l'église devant l'autel, ce qui s'y célèbre prendra un tout autre relief ». Tout l'intérêt de ce cahier est ainsi bien identifié : une modeste équipe de chrétiens, ni plus forts ni plus faibles que d'autres, essaie au nom de la foi, de proposer aux acteurs de la vie socio-économique « des passages nouveaux » ! On trouvera en pages 4 et 5 les précisions adéquates sur la méthode de travail.

La pédagogie : elle se caractérise à partir d'une démarche empirique qui réunit en quatre ateliers une dizaine de participants, adultes engagés, autour d'un discernement partagé sur le thème suivant :

ENTRE PEURS ET REVES : VIVRE ENSEMBLE ?!

De quoi avons-nous peur ? Quels projets pour l'avenir ?

Que sommes-nous prêts à lâcher pour vivre ensemble.

Chaque atelier s'y est essayé à partir d'une approche complémentaire des trois autres. Les pages qui suivent en rassemblent les échos avec une spontanéité à peine réécrite. D'où certaines redites ou digressions qui peuvent donner l'impression que les débats tournent sur eux-mêmes ou se heurtent soudain à une conclusion abrupte. Mais cet assemblage, tant soit peu ordonné, de témoignages tirés des réalités vécues, traduit bien l'authenticité et la pleine liberté de parole de ces échanges. Au terme de sa réflexion, chaque atelier devait confronter ses constats au regard des experts en économie et en théologie. Regards « dérangement » mais déterminants pour ce discernement : on en découvrira toute la richesse en ces pages ! A coup sûr, ces regards apportent à la démarche une incontournable remise en cause anthropologique...

Parlant de découverte, **peut-on d'emblée pointer quelques contrastes dans ce travail ? Trois aspects ici se dégagent.**

En premier lieu revient régulièrement l'idée qu'on ne peut vraiment « Vivre ensemble » avec d'autres si l'on ne se connaît pas soi-même. La famille ignatienne, qui aime se rassembler au Centre spirituel du Hautmont,

se réjouira sans doute de retrouver de la sorte un principe fondateur de la personnalité qui lui est cher « s'aimer et s'accepter soi-même ». L'exigence d'être soi-même n'est pas nouvelle. Dès les années 80, plusieurs études en attestent l'importance et depuis les années 93, 95, une profusion croissante et médiatisée d'ouvrages mobilise l'attention sur cette « disponibilité » chez l'adulte. Mais comment opérer une rencontre adéquate et épanouie de cette exigence avec la perspective du bien « Vivre ensemble » ? Chaque atelier en a perçu et la difficulté et la nécessité de s'y atteler ! Opération délicate sans doute mais qui traduit bien qu'à l'origine de tout lien et de toute alliance, il y a une relation !

Relation d'autant plus fragilisée de nos jours qu'elle se heurte à cet aspect qu'on retrouve en chaque atelier : celui de l'affrontement au temps. Qu'on le reconnaisse ou non, notre société est bien celle « de la vitesse ». Dépassée par la vitesse et avide de vitesse ; lors de la conférence d'inauguration, Mgr Laurent Ulrich en soulignait l'enjeu, voir sa conclusion. Toujours est-il qu'on peine à ordonner les effets de ce travers contemporain. Cette accélération automatisée de nos vies renforce la quête prométhéenne de l'individualisme et un certain égocentrisme, destructeur du « Vivre ensemble », qui se propage comme une valeur fondatrice de la société. Jean Paul Delevoye l'a pertinemment démontré dans son propos d'introduction, voir en page 6. En ce contexte, comment mettre en pratique la saine recommandation du renard au célèbre Petit Prince « chaque jour, tu t'asseoiras un peu plus près... ? » Sans en prendre et le temps et la précaution, il n'y a guère de projet collectif possible souligne Thérèse Lebrun.

Le troisième aspect nous interroge sérieusement : alors qu'il figure en titre même de ce discernement partagé, l'impact du rêve, si utile au « Vivre ensemble », n'apparaît guère ... La peur lui vole l'exclusivité ! La peur pourtant n'est pas non plus un symptôme nouveau. Les chrétiens le savent ; faut-il rappeler la présence de ce mot dès le texte de La Genèse (3, 9-10), et les angoisses de toutes sortes qui encerclaient le peuple hébreu au désert, y compris celles que déclenche la nature ? Mais les Evangiles, celui de Matthieu (8,26) comme celui de Marc (4,40), nous invitent à l'affronter et, osons le mot, à l'apaiser. Du reste, le rêve n'est-il pas le meilleur compagnon de l'utopie ? Trop beau pour être vrai ? En est-on si sûr ? Le chemin du rêve, c'est aussi celui de la créativité parce qu'elle nous incite à aller au-delà de ces pensées toutes faites que détestait Péguy, au-delà de ce qui a déjà été « accompli » Et reste « inachevé » selon les mots et l'analyse de Paul Ricoeur « L'utopie à venir ne peut surgir à partir de rien ». (2)

Telle est bien la démarche que propose en ce cahier le Carrefour économique et social.

(1) « Un lien si fort », Etienne Grieu, sj, Ed Novalis, Lumen Vitae et de l'Atelier, p. 21.

(2) Entretien du 27 12 1986 à France Culture.

Le samedi 24 septembre 2011

Le carrefour économique et social du Hautmont
fêtera son 10^{ème} anniversaire
à l'Université Catholique de Lille
boulevard Vauban à Lille de 10 à 17 heures

en présence de Mgr Laurent Ulrich
Archevêque de Lille
et Vice président de la Conférence des évêques de France
et Madame Thérèse Lebrun
Président-Recteur de l'Université Catholique de Lille

Relecture des 10 années avec les personnalités
venues aux différentes journées depuis 10 ans :
tables rondes, célébration.

Venez « célébrer » cette journée avec nous !

N'hésitez pas à prendre contact à l'aide des adresses ci-dessus précisées !

Rappel de la démarche du Carrefour Economique et Social du Hautmont

Le « Carrefour » est une structure d'animation, un lieu de rencontre et de réflexion éthique sur les questions de l'économie, de la culture et de la société. Il s'est construit en association avec l'Archevêché de Lille et l'Université Catholique de Lille. Il a pour objectif de proposer, à la lumière de la foi chrétienne, quelques repères pragmatiques aux responsables du monde économique et social.

Sur un thème annuel précis, décliné en thèmes complémentaires, des ateliers se mettent en place pour :

- Etudier et échanger à partir du vécu et de l'expérience des participants (méthode inductive),
- Confronter leurs analyses et leurs propositions à un expert socio-économique et à un expert théologique,
- Ecrire et partager leur production pour faire avancer la pratique et les idées.

C'est ce travail, ce discernement, qui fait l'objet de ce carnet : il s'agit donc d'une publication collective.

La parution de ce carnet est un moment choisi et précieux pour la cinquantaine de personnes ayant participé aux quatre ateliers mis en place. Les membres de ces ateliers, les experts et le Comité de pilotage espèrent que sa lecture sera pour les lecteurs une occasion de questionnements, d'une certaine prise de conscience peut-être et, pourquoi pas, avec à la découverte de ces échanges, l'apport d'éléments de discernement dans les choix toujours difficiles à faire dans la vie socio-économique dont nous sommes tous acteurs.

Les thèmes abordés les années précédentes par le Carrefour Economique et Social du Hautmont ont été l'employabilité, le bien commun, l'autorité, l'insertion des jeunes dans la vie professionnelle, la consommation, la croissance, la performance... Tous ces documents sont téléchargeables dans la rubrique « nos parutions » sur : www.hautmont.org

Edité par le Centre du Hautmont, ce carnet ne peut exister sans votre aide.

C'est pourquoi, nous tenons ici à remercier les donateurs de l'édition du carnet n° 9 qui ont souhaité garder l'anonymat. C'est grâce à eux que nous avons pu engager l'édition du document que vous avez entre les mains. Pour l'avenir, votre aide est d'autant plus nécessaire que le Comité de pilotage souhaite développer la diffusion de ce carnet auprès de l'ensemble des acteurs régionaux. Si vous trouvez notre démarche intéressante, merci de vos encouragements et de votre aide : vous pourriez accompagner la lecture de ce carnet par une participation financière : reportez-vous au talon disponible en fin de carnet. Votre don pourra ainsi bénéficier d'un reçu fiscal.

La session 2011-2012 sera lancée les vendredi 14 et samedi 15 octobre sur le thème « Communiquer et construire le monde... A quelles conditions ? »

Pour recevoir une invitation pour les 22 juin, 24 septembre, 14 et 15 octobre, bénéficier des informations du Carrefour Economique et Social, ou nous communiquer vos commentaires, écrivez-nous à l'adresse suivante : carrefour.economique.social@gmail.com

Le Comité de pilotage du Carrefour

**« FRACTURE SOCIALE ET SÉCURITÉ, SOLIDARITÉ ET INDIVIDUALISME.
" CONSTATS ET PERSPECTIVES "**

Conférence introductive de **M. Jean-Paul Delevoye,**
Président du Conseil Economique et Social,

à l'occasion de l'**ouverture de l'année 2010 2011** le 15 octobre 2010

en présence de Mgr Laurent Ulrich, archevêque de Lille.

*Synthèse proposée par Thérèse Lebrun, Président-Recteur
de l'Université Catholique de Lille*

L'important aujourd'hui est de **prendre du recul** par rapport à nos convictions et nos habitudes. Il faut ramener les notions de moyen terme et de long terme dans les débats politiques et économiques, parce que **c'est l'essentiel et non le contingent qui est urgent** aujourd'hui. Beaucoup de nos concitoyens sont dans une situation si difficile que, incapables d'assumer leurs devoirs, ils ne se raccrochent plus qu'à leurs droits. Ce sont ainsi 12 à 15 millions de Français pour lesquels les fins de mois se jouent à 50 ou 150 euros près. Ce sont 18 millions de personnes qui ont demandé à bénéficier du RSA, et l'on constate chaque année en France une augmentation des situations de pauvreté.

Au-delà de ces chiffres, dont on retrouve les équivalents dans les domaines de l'accès au logement ou aux soins, **ce qui est caractéristique de notre temps c'est le défaut d'écoute**. Trop de gens s'estiment ignorés, éloignés de tout regard, coupés de toute réponse à leurs demandes.

Les symptômes de cette déshérence sont multiples : agressivité, violences jusque dans le cercle familial, mépris entre garçons et filles, violences verbales et physiques dans les écoles, suicides dans les prisons, augmentation du nombre d'autistes et d'anorexiques. Il est vrai que c'est le rythme de vie de nos sociétés qui pousse également à ce mal-être. Les jeunes notamment sont soumis, ou se soumettent, à une excitation cérébrale permanente du fait d'un emploi abusif des nouvelles technologies de l'information. Il se crée des semblants de liens, les réseaux numériques, mais sans l'empathie pour son voisin, où il n'y a pas de véritable écoute de l'autre. **Un état de stress permanent rend les relations humaines de plus en plus agressives.**

Avons-nous conscience des changements dans notre société ?

Qu'en est-il de la transmission des savoirs ? Quelle est aujourd'hui la véritable image du « maître » ? Est-ce Google, Wikipédia ou le maître d'école ? Si, en 1995, on parlait de « fracture sociale », c'est-à-dire le souci de l'autre avec qui je veux vivre, nous en sommes arrivés en 2002 au thème de la sécurité, c'est-à-dire au besoin de se protéger des autres. Ne transformons pas insidieusement **le citoyen** en consommateur qui **transfère ses devoirs à une collectivité sans visage**, mais lui achète ses droits ? (*ou encore, pour le dire autrement, « le citoyen ne devient-il pas un consommateur, qui abdique ses devoirs mais veut consommer ses droits ? » NdLR*).

La société de consommation ne joue-t-elle pas trop sur le registre des émotions, pour nous créer des envies auxquelles il faut céder, forme subtile d'esclavage pour l'homo economicus moderne ? C'est pourquoi, il nous faut rester en éveil pour toujours voir des individus derrière les problèmes collectifs, toujours donner la force au droit et ne pas céder au droit de la force. Face à l'immédiateté, aux effets de mode, aux « scoops », il nous faut savoir prendre le temps de la maturation, réapprendre à réfléchir sans être prisonnier des trop courtes échéances électorales. Et avant tout **réintroduire de la confiance dans une société qui semble à maints égards lui tourner le dos**, et qui observe ses nouvelles fragilités sans trop savoir comment agir.

Parmi ces fragilités, il faut citer tout d'abord le drame de l'isolement, le délitement des solidarités de proximité. C'est ensuite le déclassement. Alors que la France a le plus haut niveau de protection sociale, les Français des classes moyennes sont taraudés par la crainte du déclassement social, ils sont protégés mais doutent de leur capacité à entreprendre, ils ont une certaine mésestime d'eux-mêmes. Ils ont du mal à s'intégrer dans une société qui met en situation d'échec plus que de réussite.

Comment, dès lors, construire un collectif responsable sur un océan d'irresponsabilités individuelles, comment retrouver le sens de l'impôt, de l'aide, de la solidarité, de la gratuité ? Comment établir des parcours de vie garants de l'égalité des situations, de l'égalité des chances ? Comment accompagner au maximum des capacités de chacun ? Jusqu'où pousser les solidarités publiques qui, de fait, repoussent les solidarités privées ? Comment créer de l'espérance pour des personnes qui se sentent vivre dans une société qui les abandonne (40% des Français se disent « abandonnés » par le politique), voire les exclut au lieu de les inclure, et leur semble les confiner dans l'échec, source de honte et d'isolement.

Face à cela, il y a de grands champs d'action. A commencer pour tous ceux qui sont en relation avec ces exclus, qui ont l'impérieux devoir de leur consacrer du temps, de leur manifester de la considération en sus et avant l'approche administrative de la personne. **Il faut mobiliser les initiatives locales, remettre de la joie dans les quartiers**. Relever l'espérance pour diminuer les peurs et les humiliations, montrer à chacun ses richesses et non ses manques. Passer de la contrainte à l'adhésion.

Ce changement sera difficile à réaliser, entre autres raisons parce que les outils politiques et syndicaux ne sont pas à la hauteur des enjeux. Il faut analyser les comportements de nos concitoyens et, à partir de là, dire la vérité, penser aux générations futures en présentant une vision, une projection, une dynamique. Notre société de consommation, en dépit de ses pauvretés, est un peu repue, et perd confiance en elle. **Le citoyen se défie du système et de ceux qui portent l'autorité.**

Dans ce monde multiculturel, il faut faire se découvrir les cultures qui se côtoient, mais s'ignorent. Il faut s'approcher de son prochain, le découvrir, l'accepter.

**RÉACTIONS ET MISE EN ROUTE DES TRAVAUX DE L'ANNÉE
DU 16 10 2010
ET RELECTURE DES QUESTIONS PAR LES EXPERTS**

• **Eric Olszak : regard de l'expert du socio-économiste.**

Il faut renforcer les liens sociaux de proximité en gardant à l'esprit la force des liens faibles et la faiblesse des liens forts et en tenant compte de la nécessité de renforcer les liens intergénérationnels. Sur ce point, les seniors ont du temps, une expérience et un savoir-faire qu'il faut valoriser pour les aider à être moins seuls et mieux vivre la solitude des personnes âgées.

La notion de temps nous invite à revisiter les concepts de court, moyen et long terme.

Il faut être attentif également à la consommation dans la mesure où elle entraîne des menaces sur l'environnement.

Il y a également nécessité à placer correctement le curseur entre solidarités publiques et privées.

Au niveau de l'éducation et de la communication, comment le système éducatif peut-il aujourd'hui transmettre des valeurs telles que le mieux vivre ensemble, le respect de soi-même et la confiance en soi, et ce, sur des chemins durs et/ou longs vers la réussite ? Enfin, les moyens de communication (médias, NTIC, etc.) sont susceptibles de véhiculer des peurs, souvent irrationnelles, mais aussi de créer des liens.

• **Dominique Foyer : regard du théologien.**

Nous sommes invités à travailler concrètement pour que cela change, en modifiant trois types de rapport :

• Le rapport au temps, matière rare et non « emprisonnable, » véritable don de Dieu, est un premier rapport à interroger. Du temps pour quoi faire et avec qui ? Nous sommes invités à prendre du temps pour juger ce qui se passe, relire nos rythmes de vie... « Enseigne-nous à bien compter nos jours, afin que nous appliquions notre cœur à la sagesse » (Ps 90,12).

• Le rapport aux désirs et aux émotions : entre peur et confiance, conviction et émotion, intérêt particulier et bien commun, droit et devoir... « Puisque l'Esprit nous fait vivre, laissons-nous conduire par l'Esprit » (Ga 5,25). Nous avons besoin d'un cœur renouvelé pour agir.

• Le rapport à autrui et à soi-même : nous avons besoin d'estime de soi pour pouvoir aimer mais aussi d'estime d'autrui et du regard d'amour et de bienveillance du Seigneur sur nous. Dans l'Évangile, Jésus passe du temps à table avec ses contemporains pour faire la fête avec eux ; or, nous vivons dans une société qui a perdu de sa convivialité et qui ne rit plus.

Questions de Mgr Ulrich

Il faut tout d'abord traiter de la question du rapport au temps : on pourrait rechercher comment, à l'intérieur de la dynamique biblique, est traitée la question du temps. Jésus ne cesse de faire une promesse, qui n'est jamais complètement accomplie. Il y a donc véritablement la recherche d'une promesse qui amène à vivre une fidélité, chercher un accomplissement...

Comment élargir notre expérience du temps vécu et donné en faisant du temps une chance pour développer un accroissement et un enrichissement d'humanité. Sur une route dont le terme est l'accomplissement de l'humanité, le temps est un lieu d'espérance formidable. Il faut mettre en valeur cette dynamique du temps, qui n'est jamais perdu, pour accomplir l'humanité.

Enfin, pour réintroduire et créer de l'adhésion, il s'agit de développer une dynamique de l'engagement de chacun. Pour ce faire, il faut réinscrire toute une dynamique de l'échange non-marchand et de la gratuité.

Questions posées à la suite de ces exposés :

1. Comment vivre ensemble entre générations et groupes culturels différents ? Il s'agit d'abord d'affirmer ce qu'on entend par vivre ensemble et comment y arriver.

2. Comment prendre le temps de construire ensemble un projet collectif, porteur de sens ? Il s'agit d'identifier : la notion de temps, de quel projet il s'agit et qui est concerné.

3. Où mettre le curseur entre responsabilité de l'Etat et engagement individuel ? Jusqu'où est-on citoyen et comment se situe-t-on par rapport à l'individu et la personne ?

4. Comment tenir ensemble estime de soi et confiance en l'autre ? C'est en se connaissant soi-même que l'on peut aller vers l'autre... Mais quels sont les lieux où l'on peut apprendre à construire son identité, à connaître et grandir (soi-même et les autres) ?

5. Comment éviter que les NTIC, qui sont une chance, ne deviennent source d'aliénation dans la relation, le temps, l'engagement et les projets collectifs ?

ATELIER 1

*Sur nos lieux de vie, entre générations, entre groupes culturels différents ?
Comment créer de l'adhésion ?
De l'estime de soi à la confiance en l'autre.*

Premières réflexions partagées

Aujourd'hui, le « VIVRE ENSEMBLE » peut être source de difficultés car il s'agit souvent d'une situation imposée: enfants mariés ou vivant en couple avec une personne d'une autre culture, famille recomposée, problème de voisinage, attitude agressive de collègue au travail, clans etc... Autant de situations quotidiennes qu'il est parfois difficile de supporter, surtout quand l'affect est touché !

La tentation du repli sur soi est alors grande, provoquant même une sorte de « ghettoisation ». Le manque de communication génère des incompréhensions, des préjugés, des peurs souvent irrationnelles. C'est le règne de l'intolérance. Il semble important *d'identifier ces peurs de les analyser pour les dépasser.*

Face à ce constat, comment se positionner ?

L'une d'entre nous a exprimé le désir naturel d'aller vers les autres en insistant sur le fait qu'elle était heureuse de vivre dans la diversité, plus enrichissante sur le plan culturel mais aussi et surtout sur le plan humain. Aller vers les autres oblige au respect de la différence. « *Quand je rencontre une personne différente en difficulté, je peux changer mon regard et mon attitude pour que le partage ne se fasse pas à sens unique ; je m'engage lorsque j'ai une bonne motivation et des aptitudes à mettre en œuvre ; je me passionne et suis heureux quand elle s'en sort !* ».

Comment rêver ensemble ? Comment respecter les rêves des autres, leurs choix ?

Il n'est pas toujours facile d'envisager le rêve de l'autre quand il est différent du mien !

D'où la nécessité de travailler dans la confiance pour que chacun puisse accomplir son rêve, *se remettre soi-même en question* en se demandant de quel droit je critique ce que l'autre a envie de faire. En revanche, s'il me le demande, je peux l'éclairer dans ses choix de telle sorte que le partage d'expériences et un consensus dans les décisions créent de l'harmonie. Je garde à l'esprit que celui qui est différent peut m'apporter quelque chose !

Donc possibilité *d'adhérer à un projet, un objectif commun que l'on a défini ensemble et que l'on construit ensemble.*

Apprendre à écouter avec une oreille bienveillante les arguments des autres ; provoquer des occasions de rencontres avec des personnes d'une autre génération : jeunes ou aînés qui ont beaucoup à nous transmettre. Accepter a priori que leurs points de vue puissent être enrichissants.

Etre prêt à une certaine objectivité surtout quand je suis concerné de près, justement parce que cela me touche davantage.

Prendre du temps pour se parler : se découvrir mutuellement et y consacrer son temps n'est pas facile dans la société d'aujourd'hui où l'on vit tout en permanence dans la vitesse ; dans notre groupe, des femmes, cumulent ou ont cumulé dans le passé, une vie de travail dense, une vie de famille nombreuse et des activités bénévoles ! De même, plusieurs hommes ont exercé d'importantes responsabilités professionnelles tout en ayant des engagements bénévoles : en paroisse, dans l'accompagnement de jeunes à travers diverses associations, au MCC, en aumônerie, avec des handicapés, dans le domaine de l'éducation et même dans le cadre de ce Carrefour économique et social !

Expression des témoignages

Comme demandé lors de la précédente réunion, *chacun a présenté une situation* ; pour respecter la discrétion, aucune mention de l'identité des rapporteurs n'est précisée.

« ... A. Arrivant dans un quartier totalement inconnu, je découvre le nombre important de déshérités. Ils n'hésitent pas à sonner aux portes. Un jour, l'un d'eux sonne, j'hésite un peu mais l'invite à entrer quelques minutes. Il recherche du travail : je lui propose de faire un peu d'activité dans le jardin et une rémunération. Il est très motivé, mais lent dans son travail ! Je contacte d'autres personnes qui pourraient lui fournir un travail de temps en temps, mais ils ont peur... ! Il revient un jour de grand froid, je devais sortir : j'étais mal à l'aise. J'ai pris contact avec une association où il peut prendre un repas par jour ; j'essaie aussi de lui faire attribuer un logement. Mais il faut tout faire pour « Marc » qui a 56 ans, du temps, de la lucidité ; il n'est pas facile. Il ne veut pas aller sur Lille, dans les foyers... Je n'étais pas du tout préparée à cela, maintenant je n'ai plus peur de l'écouter, de le faire entrer.

B. J'ai voulu donner à un SDF un plateau-repas qui n'avait pas été utilisé lors d'un repas professionnel : j'ai essuyé un refus ! Je m'interroge sur ces personnes.

C. J'ai accepté de m'engager dans un groupe d'accompagnement de personnes d'origine étrangère en recherche d'emploi. Pas facile de les comprendre. Je constate que ces personnes subissent beaucoup de discriminations : jeunes, femmes, d'origine étrangère. J'ai changé mon regard sur ces personnes

d'une autre culture mais il faut que je trouve ma propre place auprès d'eux.

D. Arrivée dans la paroisse d'un nouveau curé. Il surprend en n'habitant pas le presbytère occupé par son prédécesseur, mais un autre lieu pour introduire une séparation entre sa vie personnelle et la vie paroissiale (proximité des salles de réunion et de l'appartement). Certains paroissiens qui le connaissaient auparavant ne comprennent pas mais pensent aussi que leur nouveau curé ne comprend pas non plus ! Difficulté des relations avec l'EAP : le nouveau curé prend bien des décisions sans la consulter... Certaines d'entre elles ont dû être revues. Pour apaiser les tensions, j'ai dû le rencontrer en tête-à-tête.

E. Dans l'Eglise aussi, la bonne volonté ne traduit pas nécessairement le charisme correspondant. Par exemple, cette insistance récente du pape Benoît XVI à confier le service de lecture à des personnes formées, sachant lire ...!

F. Dans la famille (4 garçons), nous essayons de maintenir une réunion de famille toutes les 6 semaines. Nos belles-filles sont très différentes, les métiers exercés aussi. Comment maintenir un esprit de famille ? Comment intégrer nos belles-filles ? C'est un cheminement de tous les instants.

G. Dans ma propre famille, j'ai constaté récemment la difficulté à maintenir une relation avec mon fils très épris d'une personne dont l'influence sur lui ne paraît pas toujours positive. Mon fils s'éloigne de nous, il a interrompu ses études. Je ne partage pas sa décision mais je fais tout pour maintenir le dialogue, même si je ressens de la peur, de la culpabilité. Il est revenu à la maison et je lui ai dit que j'appréciais son retour. Avec mon épouse, nous nous sommes partagé le dialogue avec lui. J'ai pu lui faire part de mes peurs ; il a compris que je m'intéressais à lui.

H. Dans mon entreprise, l'organisation a changé : tous les acheteurs étaient au même niveau mais désormais, trois ayant émergé, prennent des responsabilités dans l'équipe : un peu difficile à vivre pour mon ego ! Il en résulte chez moi une certaine distanciation, un désinvestissement ; j'essaie de m'adapter. Ces trois responsables trentenaires sont assez tranchants, parfois railleurs, moqueurs ; ils ne montrent guère de sentiments « on casse beaucoup les autres ». Leur culture est très différente et je ne me sens pas toujours respectée. Lors d'un voyage à l'étranger, j'apprends à mieux les connaître. Mais je ressens le besoin de me protéger : je m'isole, je réponds avec humour, je deviens plus incisive. Et j'ai aussi du mal à partager avec eux d'autres sujets que ceux du travail (cultures différentes).

I. Suite à un rapprochement d'entreprises, il fut nécessaire de rapprocher deux services identiques, S'agissant de l'un, j'ai entendu cette remarque : « Celui-là, on n'en veut pas ! ». J'ai décidé de le prendre dans ma propre équipe : après quelques années, je n'ai aucun regret, même, si au quotidien, il y eut quelques tensions avec certaines autres personnes de l'équipe.

J. Une amie me questionne au sujet de mon habitude d'acheter mon poulet dans une boucherie hallal : « tu te rends compte que tu finances ainsi l'islamisme ! » Nous avons beaucoup discuté ensemble de cela ; notre relation reste bonne, de même celle avec mon boucher ! Très souvent nous sommes questionnés par les autres sur nos comportements.

K. Dans ma rue, dite bourgeoise, des terrains vagues sur lesquels des enfants jouaient ont été comblés par de nouvelles constructions. Le lieu de jeux s'est déplacé vers un terrain propriété d'une entreprise : plaintes des voisins pour le bruit ; réactions accentuées des jeunes qui ont choisi un « chef » d'origine vietnamienne. La situation a empiré (voisine agressée et poursuivie...). Contactée, la mairie a nommé deux médiateurs, mais le terrain a été fermé aux jeunes ! Un constat : l'urbanisme joue un rôle important pour attribuer aux jeunes des lieux de détente.

L. Ayant vendu ma voiture à un jeune maghrébin, heureux de pouvoir annoncer qu'il pouvait l'acheter grâce au travail qu'il venait de trouver. Dans la discussion nous avons parlé religion : il est revenu me voir pour m'offrir un Coran parce qu'il avait apprécié de pouvoir échanger calmement sur ce plan avec moi.

M. A l'occasion de ma retraite partielle, je me suis intéressé aux maternelles. A cette occasion, j'ai constaté que certaines personnes ne voulaient pas me recevoir. J'ai dû lâcher prise sur mes propres désirs qui ne sont pas les mêmes que les leurs.

Suite aux témoignages retour sur le mot « différence ».

Il y a de multiples différences d'homme à homme, à commencer par la différence entre chaque individu, c'est une donnée de la nature et de l'anthropologie. A-t-on tous la capacité de percevoir, d'entendre toutes les différences ? On peut dire la sienne, d'autres n'y parviennent pas. C'est pourquoi l'intervention d'un tiers peut devenir nécessaire, qu'un tiers « inter-vienne »... au sein des différences.

La différence est au fondement de la création. Dans le chapitre 1 du livre de la Genèse, dès la création, il y a séparation et création de différences, la lumière et les ténèbres, l'air et l'eau, l'Humanité a été créée « homme et femme », l'acte de création lui-même met en œuvre la différence entre ce qui est créé, avec aussi une différence fondamentale, celle entre Dieu et tout le reste.

Il y a aussi le contexte du point de vue civique : les trois mots-clé de la République

« Liberté », je peux être différent,

« Egalité », tout le monde peut l'être,

« Fraternité », il faut s'y engager pour éviter l'inhospitalité,

La « guerre » entre chacun. La fraternité impose alors que la société repère ceux qui ne peuvent s'exprimer, notamment pour canaliser l'explosion de la « masse silencieuse ».

Pour vivre ensemble, une relation à l'écoute d'abord ...

Dans le « vivre ensemble » quotidien de la vie, écoute-t-on assez ? On est plus souvent et d'emblée dans sa propre parole que dans l'écoute de celui qui écoute peut-être ! Mais l'écoute n'est pas d'emblée l'échange. Et vivre ensemble ne prend toute sa consistance que dans l'échange. Au delà de l'échange (en parole) il est plus important encore de faire, réaliser quelque chose ensemble.

*Nous, chrétiens, nous devons adopter une autre attitude et entrer dans ce vivre ensemble par les relations de personne à personne. **Construire une relation avec l'autre par la connaissance de l'autre, même si une réelle connaissance passe par une certaine mise à distance. Etre soi-même, être à l'aise !*** Du reste, la vie intérieure suppose aussi une certaine distance ; une exigence et un projet commun pour « faire » ensemble. Etre soigné par une personne d'une religion différente peut conduire par exemple à un échange sur la religion.

Une relation de communication où l'on est soi-même

Quelle place attribue-t-on pour l'expression des différences, celle de l'autre par rapport à soi-même et celle pour être soi-même entendu ? Apparaît ici la notion et la nécessité de la communication dans la relation ; l'écoute n'y suffit pas, l'acceptation commune de l'autre s'y ajoute aussitôt. La communication suppose aussi la gestion de la proximité, la proximité familiale par exemple. *Alors le « vivre ensemble » commence par se connaître soi-même ; savoir vivre avec soi-même, être soi-même !* De ce point de vue, on fait observer qu'on n'apprend nulle part à « vivre ensemble » y compris à l'école où il faut plus souvent obéir.

Un exemple : ce qui se vit en ces échanges autour de cette table, nous demande une disponibilité aux questions de chacun d'entre nous. On peut ressentir une impatience, une tension passagère mais tous ici « on s'accepte ». Vivre ensemble éveille néanmoins d'inévitables et silencieuses tensions « *Vivre ensemble* » implique bien préalablement un cadre, un code et des règles qui nous permettent de vivre ensemble.

Un autre exemple. Celui d'une charte ! Elle préconise pour vivre ensemble au sein d'une entreprise, la prise en compte de trois critères : *le respect, l'engagement, la considération*. Que traduisent ces trois concepts, pour chacun ? Cette charte indispensable, ce règlement favorise le vivre ensemble ; qui le crée ?

Est-ce qu'il se crée de lui-même ? Est-ce le résultat d'un consensus, d'un hasard ? Considérant ce cadre, il faut essayer de le rendre efficace sans être trop normatif, un peu comme un code de la route. N'y a-t-il pas des effets indirects et interactifs entre l'éducation et le « vivre ensemble » ? Un exemple : nos enfants sont québécois, ils éduquent leurs enfants en lien avec la culture du pays, il a fallu que nous nous mettions d'accord sur le cadre des règles en France.

Au fond se pose la question : quels sont les partenaires qui peuvent créer le cadre du « comment vivre ensemble » ? Pas seulement le parent, le législateur... Qu'est ce que l'on peut rêver ici, en lien avec le thème de notre réflexion pour que les partenaires inventent des solutions nouvelles qui ne sont pas encore mises en place à ce jour ? On peut se redire le bon principe : *« ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas que l'on te fasse »*.

Pour « vivre ensemble », il est dès lors nécessaire de prendre la mesure du dialogue sans lequel il n'y a ni écoute, ni échange, ni communication, ni possibilité d'être soi-même. Il faut encore une condition implicite non négligeable.

Pour vivre ensemble, accepter de se remettre en cause

S'adapter à une situation ; c'est *laisser de côté ses a priori*, de créer et accepter une situation qui nous informe et autorise l'écoute mutuelle. Pour entendre les réactions authentiques, il faut de la patience et une remise en cause de soi-même.

Lorsqu'on cherche à créer des liens, aller vers les autres, on peut attendre des résultats personnels impossible à atteindre. Comment ne pas faire à la place des autres ? Ici, il y a un point à percevoir : face à la différence, aux différences, on aimerait agir POUR l'autre, agir SUR l'autre ! Or dans beaucoup de situations, on ne peut atteindre un objectif sans accepter de se remettre en cause face à la différence.

« *Fais aux autres ce que tu voudrais qu'on te fasse* » paraît ainsi très intrusif, ce que l'autre veut n'est pas ce que l'on veut soi-même faire. S'engager dans la vie avec les autres, c'est trouver des alternatives. Un participant pose la question : quel est l'esprit qui nous a amené à vivre ici ensemble la démarche que nous partageons ? Si nous faisons cela, c'est que derrière l'autre, il y a ce que nous dit l'Évangile... « *Ce que vous faites aux plus petits d'entre les miens, c'est à Moi que vous le faites* »

Pour « vivre ensemble », il est dès lors nécessaire de prendre la mesure du dialogue sans lequel il n'y a ni écoute, ni échange, ni communication, ni occasion d'être soi-même. D'où une question prioritaire de regard sur la différence ? Il y a toujours une conséquence à la différence acceptée : on regarde ce qu'on y perd ou on regarde ce qu'on gagne, tout dépend de ce regard. La différence nous impose coûte que coûte un changement, un déplacement de nos conceptions individuelles, intérieures, de nos convictions

personnelles. *Toutes les différences humaines doivent être regardées comme positives* et capables de refléter quelque chose de Dieu. La différence fait partie du fait que nous sommes « image de Dieu », nous reflétons quelque chose de Dieu à travers nos différences. A commencer par la différence de sexe, toutes les différences sont positives, différences de générations, de peuples, de cultures, de coutumes, nous sommes invités à avoir un regard positif. Y compris les différences d'attitudes, de comportements, cela doit être pris avec un regard positif !

La relation avec l'autre fait vivre !

- Une relation qui crée du lien : connaître
- Et connaître, c'est « naître avec »
- L'autre me fait naître
- L'autre me fait grandir
- L'autre m'enrichit
- L'autre m'ouvre l'esprit
- L'autre me fait découvrir des horizons nouveaux
- L'autre m'ouvre aux autres
- L'autre me fait « bouger »

A cette étape de notre cheminement, nous relisons les étapes précédentes en vue de conjuguer notre partage avec la part encore non abordée du thème « *Entre peurs et rêves...* »

Les différences engendrent-elles la peur ?

Un constat généralisé nous y conduit. On ne peut vivre sans les autres « *Il n'est pas bon que l'homme soit seul* » dit La Genèse. Pour autant les réalités de la vie nous imposent de multiples difficultés en cette perspective : l'autre, différent de moi, est certes aussi unique que moi mais peut me plonger dans la gêne. Retournons le raisonnement : considérons ces différences comme une richesse, un plus, à recevoir et à vivre.

Le plus élémentaire réalisme nous projette soudain à la fois dans le rêve et la peur. Pareille approche colle rarement à la réalité de nos vies : ce désir de vivre ensemble de façon harmonieuse est freiné par toutes sortes de peurs inavouées. C'est un fait, même si on ne met pas systématiquement le mot PEUR derrière le mot DIFFERENT, heureusement ! Osons regarder ces peurs en face.

- Peur de celui qui nous est inconnu,
- Peur face à la violence des jeunes dans certains quartiers,
- Peur de la montée des intégrismes,
- Peur des manifestations d'agressivité gratuites (un crachat reçu sans raison),

- Peur aussi de la situation de l'autre, pauvre et sans abri (le SDF qui sonne à ma porte),
- Peur à cause des raisons financières : demandes réitérées d'argent,
- Peur de se laisser embarquer, « bouffer » par les demandes de l'autre etc...

Où trouver les moyens de faire face à ces constats ?

Accueillir la différence

Comment dépasser ces constats qui se présentent comme autant de réactions de notre part ? En reliant notre cheminement à ces constats, on peut peut-être parvenir à mettre en avant quelques points susceptibles de créer de l'adhésion.

- Saisir les occasions *de se parler et de s'écouter* : dialoguer en vérité sans renier ses propres convictions. Parler « vrai » pour oser dire : « Je ne suis pas d'accord avec vous mais je me battraï pour que vous puissiez vous exprimer ! »

- Changer d'emblée de *regard* sur l'autre, sans condescendance ; il s'en rendra compte peu à peu et la *confiance* pourra s'installer ; elle fait tomber la peur.

- Respecter la différence des autres ; c'est lui ET moi ; chacun étant à sa place ; le ET supprime la compétition et l'exclusion, moi de même je la revendique ayant droit au *respect*.

- Agir de commun accord et proposer un contrat de comportement : je considère réellement l'autre comme *responsable, libre* ! C'est un contrat mutuel : il y a réciprocité. Renforcer la capacité de l'autre à devenir acteur de sa vie sans jamais vouloir faire à la place de l'autre, mais l'aider à requalifier son attente et l'encourager, l'autoriser à prendre son *autonomie* et à garder sa *dignité*.

S'accepter soi-même... et « lâcher prise » devant la différence

Reconnaître ses limites, poser une démarche d'humilité en acceptant de lâcher prise, renoncer au désir (inconscient ?) d'avoir une emprise quelconque sur la situation !

- Lorsque les limites sont atteintes, appeler *un tiers*, (médiateur, accompagnateur, superviseur...).

- Pour connaître ses limites, *s'accepter soi-même*, avec recul en évitant toute relation fusionnelle ! Même si l'on me renvoie à mes fragilités : je peux aussi m'y reconnaître « Ce qui arrive à tout autre pourrait m'arriver ! » (perdre un emploi, un logement...). Impossible alors de ne pas lâcher ses *certitudes*. Il y a un espace entre mes convictions, ma vie et l'autre qui peut m'aider à me dépasser, à dépasser mes peurs et m'inciter à faire davantage. En acceptant ce point de vue, je permets à tout autre d'exister !

- Rien de bon ne se fait dans la précipitation, il faut de la *patience*, du respect, de la *persévérance*, de la *confiance* (en moi comme en l'autre), de la fidélité. D'abord, ne pas nuire, puis voir l'autre s'épanouir ... La découverte de l'autre se construit par l'écoute et le dialogue.

- Un dialogue *honnête* ; le but est d'obtenir une relation « gagnant-gagnant » avec *lucidité, prudence et loyauté* : pas de promesses impossibles !

- En ce monde qui n'est pas celui de l'Amour au sens de l'Évangile, les chrétiens ont l'obligation de rendre les choses vivables grâce à des lois, des règles, des codes, des limites. Ce sont les cadres qui rassurent !

- *Tenir ferme dans l'espérance* ! Parlant différence, différencier la personne de son action si celle-ci paraît mauvaise : éviter les amalgames, les étiquettes. Prendre appui sur ce qui est objectivement positif en chacun. Croire vraiment que chaque personne peut changer, grandir. Croire qu'on peut élaborer des projets ensemble, créer des liens. « Vous êtes le sel de la terre ! ».

ATELIER 2

Comment prendre le temps pour construire un projet collectif porteur de sens ?

Comment trouver du temps pour construire un projet. Quatre mots importants se sont ici imposés : **temps, projet, collectif, sens**. Comment articuler toute leur signification dans le but de savoir élaborer une construction cohérente. Nous commencerons par réfléchir sur le "collectif"

« ...Collectif... »

Les mots les plus souvent exprimés : ensemble, fédérer, partenaire, adhésion, consensus, association, res publica, intérêt général, leader, de l'individu vers la société.

Chacun n'existe qu'en fonction des sociétés dans lesquelles il vit, échange, grandit, se développe. Ces collectivités peuvent être nombreuses et différentes, elles se succèdent au cours de la vie des individus : famille, école, entreprise, association culturelle ou de quartier, municipalité, nation qui regroupent tous ceux qui vivent sur un territoire, parlent la même langue, mettent en commun et partagent des ressources communes, une histoire commune. Collectivités qui n'ont pas toujours été choisies et qu'il convient d'assumer.

C'est à l'intérieur de chaque collectivité à laquelle il appartient que l'individu est reconnu et qu'il trouve les éléments qui lui permettent de s'accomplir. Ces collectivités sont des organismes vivants et dépendants de l'environnement social, elles cherchent sans cesse à s'adapter à des circonstances changeantes, à s'améliorer pour qu'elles puissent jouer pleinement leur rôle d'épanouissement des membres concernés, tout en respectant la liberté individuelle. Les membres concernés contribuent aussi au fonctionnement de la collectivité en renforçant diverses améliorations pour *mieux vivre ensemble et survivre dans le temps*.

Ces améliorations commencent généralement par un "*projet*" qui, pour s'imposer, doit recevoir l'assentiment d'une majorité. Ce n'est plus comme au début de l'humanité une lutte de *l'un contre les autres* qui assurera notre avenir, mais au contraire d'une lutte *de l'un avec les autres* pour prendre en main l'avenir des sociétés concernées et le nôtre en même temps.

Penser « collectif » traduit tout simplement le fait d'être au monde. C'est notamment en regardant le fonctionnement de la collectivité, en écoutant, en détectant ses manques, que l'idée du projet prend forme peu à peu dans l'imagination d'une ou plusieurs personnes. Ce ou ces leaders essaient de faire partager leur vision d'aménagement du futur pour peu à peu y entraîner le nombre de personnes indispensables à la réalisation de leurs idées.

Il n'est pas évident de « monter » un projet collectif. La première étape est certainement l'écoute. Chacun doit réaliser que son analyse face à une situation donnée est peut être différente de celle des autres. Face à une utopie commune, la finalité apparaît différente pour chacun. D'autant que depuis quarante ans, nous vivons dans une société de plus en plus marquée par l'individualisme. Nous n'avons pas que des valeurs communes. De plus, pour compliquer les choses, celles que nous partageons, nous ne les plaçons pas dans une même hiérarchie. Dans une entreprise, entre les différents acteurs (direction, salariés, actionnaires), les intérêts sont divergents ; néanmoins, l'harmonisation des points de vue est indispensable pour construire un projet commun. C'est toute la difficulté du vivre ensemble en harmonie. En ce contexte, ***la meilleure écoute ne consiste-t-elle pas à susciter questionnement et discernement ?*** Cette maïeutique permettra aux partenaires de s'approprier peu à peu les nouvelles pistes proposées. Et de son côté, le porteur du projet devra faire la part des aspirations de chacun, voire ajuster son projet en fonction de celles-ci. Par exemple, dans le cadre de la fusion de plusieurs établissements scolaires, il a été décidé de ne pas fusionner les APEL (Association des Parents d'Elèves de l'Enseignement Libre) afin de ne pas casser le ressort d'APEL plus dynamiques que d'autres.

Après l'écoute, vient le temps du choix des partenaires. Lorsque deux écoles fusionnent ou lorsque deux entreprises s'associent, pour bien progresser ensemble, mieux vaut bien s'entendre. C'est le principe de la cordée. Pour qu'un projet soit partagé, « la mayonnaise prendra d'autant mieux » que les partenaires auront le sens du respect de l'autre, le sens du dialogue, de la négociation. Par exemple, la Fondation de France fait se rejoindre la philanthropie des donateurs et les besoins sociaux immédiatement secourus dans lesquels les bénéficiaires sont eux-mêmes acteurs. Plutôt que d' « aller chercher la croissance avec les dents », ne vaut-il pas mieux chercher le bien vivre ensemble avec les gens ?

Mais on n'a pas toujours le choix de ses partenaires, en particulier au sein d'une famille. Et c'est là que le leader prend toute son importance puisque c'est à lui qu'il revient de fédérer des compétences et surtout de créer du lien entre les membres du groupe. ***Bâtir un projet commence par construire la confiance entre les acteurs et par faire partager l'intérêt commun.*** Ceci ne se fait pas ex cathedra mais au contraire l'écoute de toutes les parties prenantes (cf. les cercles de qualité) fécondera mutuellement les différents points de vue.

Les choix du leader sont plausibles ou reconnus parce qu'il est investi d'autorité en ce sens, que c'est lui l'auteur du projet. En posant un credo, n'est-ce pas lui qui indique la direction à prendre ? Porté par son imagination, fort de sa conviction de pouvoir faire bouger les lignes, son charisme permet le consensus. Il veille à ce que le projet soit suffisamment coproduit par tous les acteurs pour qu'ils y trouvent du plaisir et leur épanouissement. Se stimulant les uns les autres, tous donneront du souffle à leur ambition. Enfin,

incarnant le projet, le leader joue aussi le rôle d'interface avec l'environnement du groupe. *Ainsi en même temps qu'il est au cœur du projet collectif, le leader en est le promoteur.*

Un projet collectif va donc fédérer des personnalités riches de leurs différences. Et dans le respect de celles-ci, les partenaires vont s'exprimer grâce à l'appartenance à une communauté qui reconnaît la valeur de chaque personnalité. Mais si chacun se sert de la communauté pour son propre profit, le projet n'aboutira pas. En 2010, dans l'équipe de France de football, les ego de chacun étaient tellement peu mis en sourdine que le lien qui devait souder les équipiers entre eux n'existait pas. Tous les acteurs, et surtout le premier d'entre eux, le leader qu'est l'entraîneur, n'ont pas su dépasser leurs ambitions personnelles négligeant l'intérêt général. D'où la nécessité de l'apport gratuit de chacun.

Des Japonais dont l'attitude fait exemple en ce moment face aux difficultés rencontrées (séisme tsunami, fuites radioactives), retenons le sens qu'ils donnent à l'idéogramme qui représente le mot « travail » : quelque chose qui est un service ; bénéficiant de l'action d'autres « travailleurs » innombrables, chacun *doit* à la communauté de bien faire son travail, non pas d'abord pour obtenir une récompense matérielle mais par *gratitude*.

Le projet

Un projet chemine d'un constat vers un rêve en vue d'envisager une nouvelle organisation de ma vie ou de mon environnement. Au départ, un projet, on l'a vu, procède d'une observation d'un état de choses. Il arrive parfois que ce constat provoque une indignation. On évitera alors que cette indignation ne justifie une simple compassion mais au contraire qu'elle génère une envie de changer les choses. Nous sommes co-créateurs du monde qui nous a été confié : pour le transformer, dépassons les observations stériles et transformons l'énergie de nos indignations en actions concrètes.

L'action de chacun est nécessaire. « L'histoire du monde, via l'humanité, a un sens ; il y a une direction, celui de sa spiritualisation. » Quand un peuple réclame à ses dirigeants plus que du pain et du travail mais la liberté, le multipartisme, la libre expression et la liberté de conscience, ses souhaits deviennent conceptuels puis moraux, puis spirituels. De même en entreprise, quand un salarié manifeste non pour une augmentation de salaire mais pour une meilleure reconnaissance de la qualité de son travail, de la valeur de sa personnalité, il demande plus qu'une satisfaction matérielle : il souhaite monter les degrés de la pyramide de Maslow *. Idem pour celui qui envisage de passer moins de temps au travail pour se consacrer plus à sa famille ou à une activité culturelle ou associative. ***Le projet est ce qui permet de donner corps à toutes ces aspirations. Il devient une perspective. Il peut ou veut définir ce dont nous rêvons.*** Il est du domaine de l'imaginaire, voire de l'utopie et la force du rêve mobilise. Puis ce rêve prend consistance, le projet organise l'avenir. Il trace l'avenir.

Deux expériences :

* Je constate le mauvais état des locaux d'établissements scolaires privés (observation) et m'offusque du peu de moyens matériels dont dispose les enseignants (indignation) ; je voudrais que ces établissements trouvent plus de facilités financières et techniques pour assumer leur mission pédagogique (le rêve) ; pourquoi ne pas fusionner leurs organismes de gestion (le projet) ?

* Je constate la triste apparence de mon quartier (observation) et je regrette que les riverains se connaissent peu (indignation) ; je souhaite des fleurs dans les parterres, des bonjours sur les lèvres et des sourires sur les visages (c'est le rêve) ; pourquoi ne pas mettre en place une association de quartier et proposer des rencontres ? (c'est le projet).

Il n'y a donc pas de projet sans envies :

Insatisfaction + rêve et espérance + écoute + partage :
alors, il y a un projet à construire.

Le projet est d'abord du domaine de la pensée puis de l'expression : *la parole est créatrice* (Genèse 1). Ensuite du domaine de l'action : il faut *travailler* la matière, mettre à exécution (Genèse 2). « Le travail, l'effort sont médiateurs entre le désir et la réalisation.

Un projet exige courage, sursaut, enthousiasme et effort. Il demande de ne pas tomber dans la facilité de s'en remettre systématiquement à autrui ou à l'autorité. Il faut dépasser le constat et aller plus loin. D'autant que certaines situations difficiles peuvent inquiéter : le délabrement social de certains groupes (jeunes de banlieue, chômeurs longue durée, Roms), l'agressivité, la violence qui gagne du terrain dans notre société. On peut éprouver l'envie de détourner le regard. Ou encore craindre de paraître ridicule aux yeux d'autrui, mon rêve passant pour une chimère.

Dépassant le constat, il me faut assumer mes éventuelles dérobades. Puis vient le moment de faire effort pour oser proposer des solutions innovantes qui changent les règles du jeu. Un des principaux problèmes de notre société actuelle est la dérive d'une certaine jeunesse sans travail. Tout projet social doit en tenir compte et proposer une amorce de solution locale, quitte à faire sauter des barrières administratives et de confort individuel. Heureusement un projet motive, il procure de la joie à soi-même et à ceux qui en bénéficient. Il épanouit celui qui le porte et tous ceux qui le développent. Un projet engage une action citoyenne participant à l'évolution du monde. Et il attire d'autant plus les bonnes volontés qu'il est porteur de sens.

Le sens

Pour qu'un projet soit crédible, ne faut-il pas qu'il soit *chargé de sens* ? Au nom de quoi est-ce que je le bâtis ? Si je crois en l'avenir (projet), en un avenir vécu ensemble (collectif), n'est-ce-pas parce que je mets du sens dans

mon projet ? Et le lien qui fédère les acteurs et les fait tenir ensemble n'est-il pas tissé par le sens induit dans le projet ? Le sens crée le lien parce qu'il transcende chacun des partenaires.

Le désir commun des hommes n'est-il pas de vivre en paix et de maîtriser le monde pour permettre l'accomplissement du potentiel de chaque être ? Les projets doivent aider à l'épanouissement des personnes concernées. Chacun se valorise au sein d'une collectivité par son apport à celle-ci, et, à la place qui est la sienne, chacun doit pouvoir contribuer de son plein gré au fonctionnement du groupe et recevoir en retour la satisfaction d'être reconnu. Dans le temps qui lui est donné et dont elle ignore la durée, l'humanité doit réaliser son développement, inventer selon ses besoins et ses manques. Ce n'est pas en luttant contre l'humanité, c'est-à-dire en imaginant éliminer l'autre, qu'il sera possible d'approfondir ce que l'on est soi-même.

Et les temps de crise, violents, que nous traversons remettent en cause l'orientation du développement matériel de notre communauté humaine. ***Où sont les véritables besoins ?*** L'harmonie de la vie sociale est la première condition de paix et de développement culturel pour laisser l'Esprit éclairer cette liberté dont nous ne savons pas toujours user à bon escient.

La recherche effrénée de résultats strictement financiers n'a-t-elle pas pris le pas sur le sens qu'il faudrait donner à notre activité ? La crise financière de 2007-2008 a au moins ceci de positif qu'elle a ***redonné du relief aux valeurs fondamentales***. Ne faut-il pas rendre toute sa place à l'Homme ? La part du temps que nous consacrons à l'action économique n'est-elle pas disproportionnée ? Ne doit-on pas assumer plus notre **Responsabilité Sociale et Environnementale**, autrement dit « **Redonner du Sens à l'Économie** » ? La course vers le « toujours plus » ne se fait-elle pas au détriment d'une vie plus sereine car plus en lien avec nos questionnements fondamentaux ? Parce qu'enfin, quel que soit notre niveau d'éducation, de formation, de revenus, un jour ou l'autre on ne peut s'empêcher de se poser les vraies questions : d'où venons-nous et où allons-nous ? La recherche de sens pour tout projet est dans les réponses à ces questions. Et moi-même, est-ce que je prends en compte la transcendance liée à la Création sachant que ma propre participation à son évolution est requise ? Est-ce que je veux lever le regard et me mettre en marche avec les autres vers la bonne direction, celle du dessein de Dieu ? « Les occasions sont nombreuses, à condition d'être à l'écoute. »

A une vaste échelle comme à un degré plus modeste, des projets porteurs de sens ont fédéré des hommes et suscité les bonnes volontés : l'édification des cathédrales, Emmaüs, les clubs Cigales, la Fondation de France, RCF, la création d'une troupe de théâtre dans un collège ou la reprise par ses cadres d'une entreprise condamnée à la fermeture. Dans un magasin de commerce, l'intégration d'un jeune trisomique a été le socle d'un projet pour la direction et les collaborateurs, et pour lui car il y vit toutes les

dimensions de cette ambition humaine. Autre exemple : au sein d'un même niveau communal et régional, voire national, comment améliorer notre « culture de dialogue et d'engagement », notre faculté à réfléchir ensemble pour **développer une meilleure « intelligence collective » au service du bien public ?**

Dans un même bassin d'emploi, des concessionnaires d'automobiles ne parvenaient plus à recruter des carrossiers-peintres. Ils se sont regroupés et en lien avec le proviseur d'un lycée professionnel proche de leurs entreprises, ils ont proposé au Rectorat la création d'une filière de formation. Ils se sont engagés d'une part à prendre en stage les élèves pendant plusieurs semaines au cours de leurs deux années de formation et d'autre part à les embaucher tous à l'issue de celles-ci. L'engagement des concessionnaires, le dialogue noué avec les professionnels de l'enseignement et la motivation des jeunes devant une possibilité de carrière ont assuré le succès cette action collective. La survie de l'activité de carrosserie et la création de quinze emplois avaient donné du **sens au projet au point de mettre entre parenthèses la concurrence et de vaincre les réticences** du rectorat initialement frileux. Et le projet a si bien réussi qu'il est devenu une filière élargie aux métiers de la plasturgie ! **Plus un projet est porteur de sens, plus il a de chance d'être partagé. Le sens comble une attente. Le sens motive. Le sens rassemble.**

Temps

Rien ne se construit en dehors du temps. C'est dans le temps que la Création se déroule et que son sens se dévoile peu à peu. La cohérence d'un projet est d'autant plus assurée qu'on prend « le temps d'une lente germination ». Et une constatation s'impose de suite : l'appréciation du temps n'est pas la même pour tout le monde (l'actif/le retraité ; l'Occidental/l'Africain, des parents/leur enfant, etc.). Savons-nous « laisser du temps au temps » ? Cette formule proteste contre la violence faite aux processus, qu'ils soient biologiques, psychologiques ou sociaux. Nous vivons actuellement une formidable accélération du temps qui s'explique par deux évolutions majeures : la révolution des transports (conquête de la vitesse) et la révolution des transmissions (internet). L'avion supersonique a remplacé le transatlantique et le SMS a supplanté la carte postale. Nous sommes entrés dans l'ère du « court-termisme », du retour immédiat sur investissement. **Acceptons-nous encore d'attendre, de vivre tout simplement le temps des saisons ?** Laissons-nous encore aux adolescents du temps pour la rêverie ? Dans mon travail, est-ce que je prends en compte le fait que mes collaborateurs puissent avoir un rapport différent à l'égard du temps travaillé et du temps libre en fonction de leur vie familiale ou de leurs aspirations personnelles ? En fait, même si parfois il faut savoir bousculer le chronomètre, il ne faut pas manquer les étapes. « Le temps se venge toujours de celui qui l'oublie », nous dit Erik Orsenna. Alors comment sortir du culte de l'instant et de la dictature de l'urgence ?

Dans le cadre d'un projet à construire, il faut commencer par passer un temps suffisant pour l'observation, l'écoute, autrement dit : **prendre du**

recul pour bien définir à la problématique. Le temps passé au diagnostic n'est pas du temps perdu car il participe déjà à l'ancrage du projet dans du sens. A moi-même et aux autres, il me faut dégager du temps de compréhension. Quels sont nos diverses ambitions ? Qu'elles sont celles que nous partageons ? Pourquoi eux et moi ne voyons-nous pas une même situation sous le même angle ? La difficulté réside dans le paradoxe suivant : je dois être sûr de mes valeurs tout en acceptant que le monde change et que les autres puissent envisager d'autres paradigmes que les miens.

L'écoute requiert l'acceptation de ces écarts qui trouvent sans doute leur explication dans les différences naturelles de culture et de parcours de vie. Fondamentalement, cette tolérance est exigée par l'esprit de fraternité. D'ailleurs, comme le soulignait Jean-Paul II lors de l'un de ses voyages en France, « cette valeur humaniste est, au fond, une valeur chrétienne » au même titre d'ailleurs que les deux autres inscrites au fronton de nos mairies (laïques par définition).

Après avoir *dévisagé* ce monde *tel qu'il est*, vient le temps de l'envisager *tel que souhaité*. Etape importante car c'est à ce moment-là que le projet va s'enrichir de sens. Pendant cette période, nous allons viser plus loin, plus haut, imaginer, inventer. Nous cherchons à ouvrir des pistes nouvelles dégageant les moyens de concrétiser les ambitions exprimées. C'est le moment des arbitrages pour obtenir une bonne cohérence du projet.

Et ce projet, gardons-nous de l'échafauder dans la solitude, en nous méfiant d'un volontarisme unilatéral même si le leader indique le cap. L'histoire ne manque pas d'exemples de capitaines d'industrie, de chefs politiques, de responsables de toutes catégories qui ont pris des décisions contre l'avis de tous et qui ont mené leur entreprise au succès. Mais s'ils ont réussi, c'est parce qu'ils ont su faire partager leur vision par leurs équipiers. Ils ont pris le temps d'agréger à leur ambition d'autres énergies que la leur. Alors le projet devient collectif et renforce la volonté, le plaisir de chacun et la fierté d'aboutir. ***Et quand bien même le succès n'est pas au rendez-vous, le chemin parcouru ensemble dégage toujours des bénéfices intermédiaires.*** Dans le cadre de l'échec de la candidature de Lille à l'organisation des Jeux Olympiques, l'effort extraordinaire des différents acteurs a permis un dialogue entre des personnes qui s'évitaient, un regard plus positif sur cette ville, un renom grandissant et un développement touristique de la région, des investissements drainant des énergies nouvelles, etc.

Pour mettre tout cela en situation, dégager du temps disponible, ce n'est pas un luxe, mais une obligation, quitte à organiser différemment son calendrier. Pour trouver du temps de réflexion, un responsable modifiera son agenda, un salarié sollicitera de sa direction un congé ou envisagera de travailler à temps partiel. Se ménager du temps doit se pratiquer dans le respect des autres sans hypothéquer le bon fonctionnement de son entourage. Il y faut de la volonté parce que garder à distance le court terme peut entraîner

une incompréhension et une désapprobation des partenaires qui, eux, attendent des réponses immédiates à leurs problèmes. La révision de son emploi du temps est une opportunité à saisir pour échapper à la dictature de l'urgence. ***Le temps que je donne est l'outil nécessaire à l'élaboration d'un projet.*** L'immédiateté (à ne pas confondre avec la réactivité) est souvent contre productive. Donner du temps, c'est donner de sa vie. Donner sa vie, c'est s'engager, abandonner une partie de son indépendance, se relier à ..., s'unir, donc aimer. « Le temps est un grand maître, il règle bien des choses. » (Cornille). Trouvons-en et mettons notre imagination, nos compétences et notre espérance en un possible « vivre ensemble » au service de plusieurs projets collectifs porteurs de sens.

Conclusion de l'atelier

Nous avons essayé de dégager les repères d'une méthodologie. Pourquoi n'essaierions-nous pas de nous en servir pour ouvrir quelques chantiers ? Comme par exemple :

** poser les attendus d'un débat public (façon Etats généraux du christianisme) sur le « réfléchir ensemble » pour une réforme de l'Etat-providence afin que les populations les plus démunies et les plus fragiles ne soient pas les premières victimes de l'indispensable réduction des dépenses publiques.*

** lancer une réflexion dans le domaine de l'éducation sur la mise en œuvre d'objectifs ayant pour but de donner le goût de l'effort et de l'initiative.*

** réfléchir à un usage assaini de la finance et à une revalorisation de l'image de l'entreprise.*

** faire ensemble le diagnostic réaliste et non pas apeuré d'une France consciente certes de ses faiblesses mais aussi et surtout de ses formidables capacités, prémisses d'un projet collectif qui ferait davantage appel à l'effort, à la fraternité (juste révision des allocations, chasse aux gaspillages, etc.), à la promotion de l'initiative et de l'entrepreneuriat mais aussi au réarmement moral, à la philanthropie.*

** redonner du souffle à la construction d'une Europe unie (en commençant - puisqu'on commémore bien et à juste titre les fins des guerres - par fêter avec éclat l'anniversaire des faits de paix : par ex. le 9 mai 1950 et la déclaration de Robert Schumann impensable cinq ans plus tôt).*

Isolée dans le vaste univers sur une petite planète, l'humanité est livrée à elle-même. Elle trace son devenir. Elle est formée d'innombrables communautés à l'intérieur desquelles chacun des membres trouve sa subsistance, sa sécurité, la reconnaissance de son existence, son équilibre, son bonheur, ou son malheur si ces collectivités le méprisent, l'exploitent, ne le reconnaissent pas en tant qu'être libre ! Ces communautés sont souvent en lutte les unes contre les autres et chacune a en objectif sa survie. Chacune

cherche à s'organiser pour améliorer son fonctionnement grâce à l'initiative de ses membres. Les projets réussissent dans la mesure où ils sont soutenus par un nombre suffisant de supporteurs qui voient leur intérêt dans le bon fonctionnement de la collectivité.

Ces innombrables projets d'amélioration qui, réalisés en entraînent d'autres, devraient permettre à l'humanité d'accéder à l'unité pour l'accomplissement du genre humain dans sa quête de la vérité sur son être et de découvrir la réalité invisible, encore cachée : la force de l'amour.

ATELIER 3

Responsabilité de l'Etat et engagement individuel

Où faut-il placer le curseur entre les initiatives publiques et les initiatives individuelles ?

D'emblée se posent les questions suivantes qui dessinent le contexte légal et social.

Constats et tâtonnements

Les constats obligent à prendre en compte un bilan non exhaustif mais réaliste qui souligne les effets contradictoires entre les initiatives individuelles et celles de l'Etat ; les exemples les plus saillants peuvent être sommairement répertoriés sous la forme suivante.

- Principe de précaution inscrit dans la constitution : notion nécessaire de sécurité qui peut néanmoins briser les initiatives individuelles et de toutes sortes dans l'aversion.

- Les situations nées de réglementations attendues mais mal acceptées : droit au logement et règles d'attribution des logements sociaux. Ou encore les jeux pour enfants dans les aires de jeux publics : exemple symbolique où de nouvelles normes contraignantes ont obligé beaucoup de municipalités à démonter les jeux pour éviter tout risque.

- Interdiction des fichiers indiquant l'origine du pays des locataires, ce qui rend plus difficile la gestion des parcs de logements pour toute mixité.

- Le traitement de la grande dépendance : la prise en charge doit-elle dépendre totalement de l'État ou des familles ?

- Le droit au logement : loi très difficilement applicable à cause du manque criant de logements.

- Les normes de construction alourdissent le prix de construction des immeubles et gêne l'accès aux plus démunis.

- Ventes d'immeubles : nombreux certificats à demander, d'où augmentation du coût des transactions.

- Vivre ensemble dans l'entreprise : quotas imposés pour les handicapés, pour les femmes. Les associations privées demandent souvent aux pouvoirs publics, des subventions, des locaux, ou d'autres prestations.

- Les associations de quartiers constitués librement permettent de créer un lien social entre les différentes populations d'un même endroit, cela crée de la solidarité.

Au terme de ces constats, on « se » recommande la lecture dans le « Compendium de la doctrine sociale de l'église catholique » des numéros 351 et suivants : le principe de subsidiarité.

Les constats qui précèdent permettent de **centrer les échanges sur les relations entre l'Etat et les collectivités locales**. Celles-ci possèdent des compétences importantes en matière de « vivre ensemble » : formalités d'urbanisme pour les communes et leurs groupements, collèges et action sociale pour les départements, lycées et action économique pour les régions.

Deux illustrations et exemples concrets.

- **La vaccination contre la grippe H1N1** : elle offrait l'avantage de concerner la totalité de la population et des acteurs nationaux, et mêmes internationaux : OMS, gouvernement, médecins, autres personnels soignants, population, associations de médecins et d'autres personnels soignants, médias. Mais le gouvernement a été critiqué pour en avoir trop fait, avoir mal organisé la vaccination et avoir trop dépensé, alors qu'il avait été critiqué pour en avoir fait trop peu lors de la canicule.

Une difficulté : **comment le citoyen non spécialiste peut-il se faire une opinion**, celle des professionnels étant partagée (appel d'un syndicat d'infirmières et d'aides-soignantes à refuser le vaccin) sans compter les informations, désinformations et rumeurs diverses circulant sur Internet et diffusées de même ?

Un tour de table permet à chacun d'exprimer à qui il a fait confiance pour prendre sa décision, et à qui il ferait confiance si le cas se reproduisait : *4 font confiance à leur médecin, 3 au gouvernement, 2 à leurs recherches personnelles, 1 aux médecines alternatives (1 participant a donné 2 réponses)*. Par contre, en supposant une décision à prendre dans l'urgence, 7 personnes feraient confiance aux institutions (pas de double réponse en cas d'urgence...).

Trois constats émergent de cette discussion:

- « On » se fait vacciner pour soi ou pour ses proches et non pour la collectivité,

- « On » manque de confiance dans les institutions, la peur de la maladie étant en balance avec la peur du vaccin. Celle-ci est alimentée par divers événements : sang contaminé, hormone de croissance, et tout récemment Médiateur. Par ailleurs, l'air du temps n'est plus au respect du pouvoir (mai 68, guignols de l'info...). Pourtant l'Etat est dans son rôle régali en assurant la sécurité des citoyens, et leur égalité de traitement (gratuité du vaccin).

- Le rôle de l'information qui raccourcit les délais dont les responsables disposent pour étudier les données de la pandémie et prendre les décisions qui s'imposent, de même que le temps de la communication, calé sur le format du journal télévisé ou sur ceux de la radio et de la presse, pas forcément adaptés à la complexité du problème.

Second exemple : la grande dépendance

A partir d'exemples personnels, on recense les difficultés qui y conduisent et l'entretiennent.

- Diminution de la taille des familles et
- allongement de la durée de la vie (hier, 5 enfants prenaient en charge un ascendant, demain, 1 enfant devra prendre en charge ses 2 parents!)
- problèmes de logement et d'emploi (mobilité géographique) qui rendront difficile ou impossible la cohabitation de plusieurs générations
- coût de la dépendance (très) élevé, compensé par le développement des services à la personne
- assurances privées réservées à ceux qui commenceront à cotiser jeunes et qui auront des carrières complètes et des salaires suffisants
- appel à contribution des entreprises, sur le modèle du 1% Logement (contribution volontaire au bénéfice des seuls salariés, au départ).

En continuité de la séance précédente, les participants décident d'axer plus particulièrement leur réflexion sur la **dépendance**, thème d'actualité qui a le mérite de concerner tout le monde à un titre ou à un autre, d'associer les institutions (Etat, collectivités), les associations et les particuliers, et d'appeler la réflexion sur d'autres aspects de l'évolution de la société (famille, logement, emploi...).

Les échanges aboutissent à poser les questions suivantes concernant les différentes dimensions du sujet

▷ En France, ce sujet est envisagé davantage sur le plan économique que sur celui de la santé : le Code Civil prévoit une obligation alimentaire à la charge des enfants dont les parents sont dans le besoin.

▷ La dépendance peut être aussi en lien avec la maladie

▷ Les approches par la question de l'assurance : volontaire ou pas ? Universalité du dispositif ? Qu'en est-il des ménages qui vivent de revenus de substitutions?

▷ Le rôle de l'Etat, à quel moment, à quel niveau ? Compensation sur l'héritage lors du décès?

▷ Le niveau de prélèvements sociaux et fiscaux est déjà considérable. Jusqu'où sera-t-il supporté, en particulier par les jeunes ? Les pouvoirs publics devront-ils faire des choix, et au détriment de quelle politique actuelle?

▷ Qu'en est-il du risque systémique et d'une éventuelle faillite de l'Etat ou des collectivités?

▷ Quelle intervention de l'Etat dans l'indemnisation de risques pris individuellement (particulier, assurance, position de l'Etat, du contribuable. Ex: inondations en Bretagne !)

▷ Conséquences de la mondialisation?

Quel sacrifice est-on prêt à faire pour financer sa propre dépendance ou celle d'autrui ?

Notre époque est une époque de solitude (cf étude de l'association « Les petits frères des pauvres »). Qu'en est-il de la solidarité non institutionnelle?

Témoignage de Francis Merckaert : un autre regard sur la dépendance.

Médecin généraliste avec 35 années de pratique à Mouvaux. En bénévolat, il s'occupe des soins palliatifs depuis six ans et s'occupe de médecins de solidarité à Lille. Diacre permanent depuis 21 ans (titulaire aussi d'une Maîtrise de théologie), il s'occupe de l'ACI à Roubaix Tourcoing.

La personne qui ne peut pas assurer les gestes élémentaires de sa vie quotidienne est concernée : elle devient dépendante. Un article de la Tribune indiquait qu'une personne sur deux de plus de 85 ans sera dépendante ! En 2060, **il y aura 5 millions de dépendants.**

Actuellement ce problème est réglé par la solidarité familiale, l'État est le seul acteur qui assure la solidarité par l'APA avec un maximum de 1000 € par mois. Le coût de la dépendance est estimé à environ 2500 € par mois et 3500€ à domicile.

La situation de dépendance suscite de sérieux problèmes annexes et pour autant essentiels. L'éthique notamment que l'on peut décrire comme la vie autour de la personne, situation qui génère des tensions. Devant certaines réalités, il faut prendre la juste décision, c'est le recentrage sur l'homme.

Sur cette approche anthropologique, les évêques de France ont publié un document « *Dignité et vulnérabilité* ». On y aborde ces questions par une dimension plus large que la simple dimension technique car il y a le relationnel et le spirituel. ***La dignité de l'homme est inviolable depuis la naissance jusqu'à la mort naturelle, il n'y a pas de sélection.*** La dépendance c'est le handicap, le handicap mental même pour les jeunes : l'Eglise catholique propose une éthique pour la personne humaine. L'amour est nécessaire, même dans une société juste la solitude existe toujours.

En France, la loi Léonetti du 22 avril 2005 a prévu pour la dépendance cérébrale, l'institutionnalisation d'un accompagnement par une personne de confiance. Devant la maladie mentale et les problèmes relationnels, en 2004 il y a eu en France un plan quinquennal pour la grande dépendance : accroître le nombre de places en maison de retraite et les aides familiales, renforcer le parc actuel de maisons, créer une filière de gériatrie, et développer l'hospitalisation à domicile.

Il y a aussi l'application de la législation des 35 heures qui a totalement désorganisé la filière de la santé : dans ce secteur le personnel ne peut disposer librement de sa disponibilité.

Exemples de ce qui a marché, ce qui n'a pas marché.

Le centre local d'intégration et de coordination des retraités et personnes âgées (CLIRPA). Il s'agit d'une structure indépendante au sein du CCAS de Tourcoing, qui regroupe des médecins, praticiens, des personnes âgées, des retraités et des politiques. Les acteurs locaux sont partie prenante, on part du concret à organiser et à mettre en place. Le financement est assuré par le département la région la commune et l'ORGANIC.

En Belgique, il y a des structures d'accueil pour courte période pour les dépendants, ceci pour soulager les aidants. On appelle ça : « le baluchonage ». Il y a bien eu un projet de réseau de gérontologie mais cela a été un échec par manque de financement.

Le réseau Diamant.

C'est un réseau qui a été créé dans les années 2003 - 2004 après une préparation lourde et qui a nécessité pas moins de 18 réunions ; il s'agit de coordonner à domicile les soins palliatifs en réseau. Après le décès d'une personne, il y a par exemple une relecture de ce qui s'est produit. Il y a autocritique et partage. En dépit de certaines critiques du corps médical, on a pu s'apercevoir que cette approche a facilité la tâche du médecin et la structure s'est dotée des compétences d'un psychologue. Le travail accompli par ce réseau démontre la nécessité d'organiser les compétences. Il y a un aspect psychologique, il y a un groupe d'éthique en liaison avec l'Université catholique.

Actuellement le réseau Diamant perçoit un financement aléatoire de l'ordre de 275 000 € par an avec l'aide de la CRAM, ce financement est équilibré entre les attributions des subventions et les besoins de financement. On dénombre actuellement 65 salariés, les soins palliatifs concernent généralement les personnes ayant une espérance de vie d'environ six mois.

Les initiatives privées.

Il faut mentionner certaines structures du Secours Catholique, d'abord aidés par l'État, puis reprises par lui. Il y a les amicales locales de médecins, qui créent des liens et les réseaux Doms de bénévoles, qui allègent la charge des conjoints ou enfants. Egalement toutes sortes de soutiens qui ont pour but de diminuer la charge administrative et de créer des liens : il y a une dimension fraternelle qui s'affirme. L'État assure la coordination des structures existantes, le financement, et la juste répartition territoriale sur toute la France.

Le privé : ce sont les actions sur le terrain. Le temps passé ne compte pas, il s'agit de donner la priorité à l'humain à la fin de sa vie, cela crée des liens entre le patient et les soignants, il y a une dimension de la fraternité chrétienne, partage en commun des problèmes du patient.

Regard du chrétien

- Dépouillement de la personne en fin de vie
- Précarité humaine ressentie et vécue dans son corps
- Création de liens entre les patients et les intervenants
- Fraternité vécue avec Le Christ : à travers l'autre, c'est une part du mystère de la Foi
- Expérience œcuménique avec juifs et musulmans qui nous appelle à un travail sur le respect des autres et de l'Autre...

La conclusion générale de cet atelier s'inscrit, plus particulièrement, dans la conclusion de l'expert économique en ce qui concerne notamment les réponses aux questions ici posées.

ATELIER 4

Comment faire grandir l'autre pour vivre ensemble : De l'estime de soi à la confiance en l'autre.

La question, qui nous est posée, suscite d'autres interrogations : qu'est-ce que grandir et quelles en sont les conditions ? Ensuite, nous nous sommes interrogés sur les différents espaces sociaux propices à faire grandir l'autre. Pour finir, à travers une perspective historique prenant en compte la question du sens et des valeurs, nous nous sommes questionnés sur les conditions économiques et culturelles du vivre ensemble.

Qu'est-ce que grandir et quelles en sont les conditions ?

La satisfaction des besoins

Une approche théologique de la Pyramide de Maslow : la grâce divine inverse le sens de la pyramide. En effet, en Jésus-Christ, la véritable et durable « réalisation de soi » (niveau 5) nous est donnée gracieusement. Du coup, le niveau 4 est garanti, puisque nous devenons « enfants de Dieu ». Alors le niveau 3 l'est à son tour : appartenance à la grande famille de Dieu, au peuple des sauvés, à l'Église. Il en découle une sécurité (niveau 2) bien plus forte que nos sécurités humaines. Et nous n'avons plus à redouter de manquer de quoi que ce soit, (niveau 1).

Les besoins essentiels à la vie.

La satisfaction des besoins physiologiques et de sécurité est indispensable à la survie de chacun. C'est pourquoi, elle nécessite l'accès à un emploi stable et sécurisé.

- **Le besoin physiologique.** La satisfaction des besoins physiologiques (nourriture, eau, logement, santé, sommeil, etc.) est indispensable au maintien de la vie. Le contraire peut même nuire à la santé.

- **Le besoin de sécurité :** La satisfaction du besoin de sécurité (stabilité, structure, ordre, lois, limites, etc.) garantit notre santé psychique, pour nous ouvrir aux autres et nous projeter dans l'avenir.

Les besoins psychologiques ou d'ego.

La satisfaction des besoins d'appartenance, d'estime et de réalisation de soi contribue à l'émancipation de nos facultés humaines. Réalisons que ces besoins peuvent être comblés à travers de multiples activités :

- **Le besoin d'appartenance.** Parfois qualifié de « besoin de reconnaissance sociale », le besoin d'appartenance à une famille ou à un groupe (entreprise, église, arts, sports...) se traduit par la recherche de liens et de

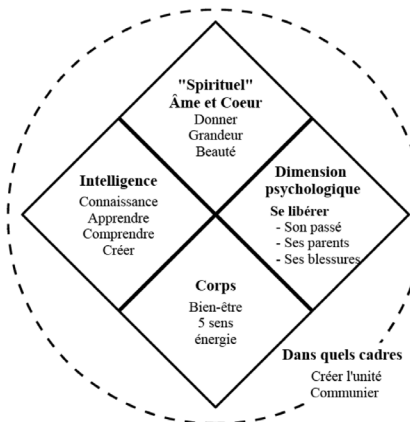
considération sociale. Pour grandir, nous avons besoin de soutien et de place dans la société.

• **Le besoin d'estime.** Afin de nourrir l'estime qu'il a de lui, l'individu doit être reconnu, valorisé et respecté. Pour sortir de l'incognito de la masse, il a l'ambition de promouvoir sa réputation, son pouvoir, de préserver son autonomie et de défendre sa liberté. Il a besoin d'éprouver la reconnaissance, voire l'affection pour ses qualités et ses compétences exprimées aussi à travers son activité professionnelle ou ses activités de loisir.

• **Le besoin de réalisation de soi** apparaît lorsque les besoins premiers sont satisfaits « *Ce qu'un homme peut être, il doit l'être* ». L'estime que l'individu a de lui ne dépend pas seulement des signes extérieurs de réussite (financière, professionnelle, et matérielle) mais aussi de la richesse de sa vie intérieure. Il ressent le besoin intense de multiplier ses expériences et de développer ses connaissances, pour mieux se connaître, comprendre la société et le monde dans lequel il vit. L'individu qui tend vers la réalisation de soi investit dès lors son temps et son énergie à la réalisation d'un projet qu'il s'est lui-même fixé (créer une entreprise, une œuvre philosophique, artistique, un projet politique, etc.) Ses champs d'expressions sont multiples et illimités, ils dépendent des aspirations de sa nature intérieure.

• Les 4 dimensions du développement de la personne.

Pour grandir, être plus autonome et libre, il est ainsi de la responsabilité de chacun d'entre nous de développer, équilibrer et harmoniser les 4 dimensions de sa personne (intelligence, corps, spiritualité, développement personnel).



L'intelligence, qui vise à apprendre, comprendre et créer.

Le corps, qui vise à appréhender les choses par le sensoriel.

La dimension psychologique, qui vise à nous transformer et à nous développer (libération de nos blocages, blessures, souffrances et dysfonctionnements), pour devenir simplement soi en Vérité.

La spiritualité, le cœur qui vise à élever vers la grandeur, la beauté, le don.

Afin de stimuler et de développer ces 4 dimensions, ***nous devons évoluer dans un cadre social*** : pratiquer de multiples activités, fréquenter des personnes de confiance et évoluer dans des environnements variés, agréables et beaux. Les chemins de l'émancipation conduisent à diverses formes : la connaissance, le développement personnel, « l'hygiène relationnelle », la méditation, la prière, l'autocritique, l'activité sportive, etc.

« Tu aimeras le Seigneur ton Dieu de tout ton cœur, de toute ton âme et de tout ton esprit » Matt, XXII, 37

De quoi avons-nous besoin pour grandir ensemble ?

Témoignage : « *Grandir à l'image d'un arbre : on a besoin, d'une part, d'un bon environnement pour développer son Être, et, d'autre part, grandir intérieurement, c'est-à-dire constituer un terreau fertilisant pour enraciner cet arbre. Ce terreau c'est le besoin de reconnaissance indispensable pour vivre : sans sa présence dans le couple et le travail, point de bonheur possible.* »

Grandir nécessite d'être au clair avec ce que je suis et ma propre vocation. Pour ce faire, il faut nous affranchir de tous les comportements inadaptés de ce point de vue, le regard des autres et vivre en accord avec nous-mêmes : langage de vérité, authenticité. Pour opérer ce changement, il faut peut-être mettre un terme à la course frénétique et stérile des activités multiples qui détruisent notre organisme. Et emprunter un chemin de patiente croissance, plus ou moins long selon les personnes.

Ce chemin de croissance, jalonné de plusieurs étapes, est indispensable pour construire sa vie dans la solidité et la durée. En prenant appui sur mon roc intérieur, je m'affirme et développe peu à peu mon autonomie et ma confiance. En reconstruisant et en harmonisant pas à pas ma vie, je me sens mieux avec moi et les autres. ***Alors, je peux faire confiance à l'autre et l'accompagner sur son chemin de croissance.***

« Tu aimeras ton prochain comme toi-même. » Matthieu, XXII, 39

Grandir ensemble nécessite de tisser des liens fondés sur l'interdépendance, la confiance, l'échange et l'écoute. Ce climat ne s'installe pas à force de volonté. Au contraire, ce climat se construit lentement avec l'aide du temps grâce à la fréquence et la régularité de la relation. Il ne s'agit pas d'être gentil ou de faire plaisir, mais d'avoir le courage d'être soi-même en toute sincérité et authenticité. Cela oblige à prendre conscience des rôles et des masques que nous affichons dans notre vie professionnelle, familiale et sociale.

Grandir ensemble : oui, mais où ? Pouvons-nous grandir dans l'entreprise ? L'entreprise est adaptée pour satisfaire les besoins essentiels. Et nombreux sont les salariés qui lui demandent de leur permettre de satisfaire leurs besoins psychologiques pour « grandir ».

Afin d'envisager les conditions qui permettraient à l'entreprise de demain de devenir un environnement propice à la satisfaction des besoins psychologiques, et donc au développement des 4 dimensions de la personne et à l'amélioration du vivre ensemble, nous allons tenter, d'une part, de présenter une expérience, et, d'autre part, de définir la mission de l'entreprise et le lien qui l'unit au salarié.

• **Partage d'une expérience vécue par un salarié à la lecture des 3 dimensions.** Travaillant dans une entreprise peu propice à l'épanouissement de l'Homme, mais plutôt tournée vers le résultat économique, un salarié parvient par son expérience et son action, à former des jeunes, à créer de la richesse en créant de l'emploi. C'est par un travail sur lui-même, toujours en recherche d'un équilibre personnel, qu'il a pu surmonter les ruptures subies et rebondir professionnellement.

Le travail sur le Corps. En pratiquant une activité physique et relaxante, pendant laquelle il peut évacuer ses émotions, et détendre ses contraintes internes.

Le travail sur le Cœur. Gérer ses émotions, se protéger, faire confiance, bien se connaître, pour bien communiquer avec l'Autre. C'est dans ce domaine qu'il a le plus de difficultés, devant la diversité des situations et sa sensibilité. Il nous dit avoir parfois du mal à accueillir et à comprendre ses émotions. Ce travail sur lui-même lui permet d'être plus à l'écoute de son équipe, de sa famille et des autres.

Le travail sur l'Esprit. En renforçant ses connaissances dans de nombreux domaines (lectures, formations, conférences), en approfondissant sa foi. Il consacre chaque matin un temps pour se recueillir et confier ses difficultés dans la prière. Ce temps privilégié lui redonne de la confiance en lui et en l'Autre et contribue à cet équilibre recherché.

Une autre expérience douloureuse amène un autre participant à une vision personnelle et plus pessimiste de la capacité de l'entreprise à créer un cadre d'épanouissement de l'homme.

Dépendant d'un environnement ultra compétitif et concurrentiel, le principal objectif de l'entreprise est de pérenniser son activité : produire et distribuer des biens et des services, créer de la richesse pour distribuer un revenu à ses salariés, à ses dirigeants et à ses actionnaires. La compétitivité de l'entreprise repose sur la recherche et l'innovation, ainsi que sur l'organisation et la rationalisation de son processus de production, pour générer des gains de productivité. ***Toutes ces contraintes, qui pèsent sur l'entreprise, ne sont pas toujours compatibles avec les aspirations des salariés et sa performance sur le long terme.***

En effet, le diktat de la rentabilité seule peut générer un management par la peur et le stress, révélateur d'une vision « atomisée » à court terme et d'une perte de sens qui finit par atteindre ses limites : accroissement de l'absentéisme,

désengagement des personnes, burning out. Ce *modèle managérial particulier est déshumanisant*. C'est, d'une part, un frein à la performance de l'entreprise à moyen et long terme, et d'autre part, un moyen inadapté à l'innovation collective, et donc à terme, à l'avantage compétitif recherché. A l'inverse, l'impact d'un capital humain hautement motivé aura des répercussions positives sur la santé physique et émotionnelle des salariés, la performance de l'entreprise, le développement économique et même les cours de la Bourse.

Le salarié est lié à l'entreprise par un contrat de travail qui fixe un lien de subordination. L'entreprise rémunère le salarié pour qu'il remplisse une fonction et une mission qui lui sont assignées. Afin d'atteindre ces objectifs, le salarié est amené, dans ses pratiques, à jouer un rôle social vis-à-vis de ses collaborateurs. Si, pour se réaliser ou s'émanciper, il souhaitait sortir de son rôle, il risquerait de perturber le fonctionnement de son équipe et de l'entreprise. Mais surtout, on peut penser que *dans l'entreprise, grandir et faire grandir l'autre, s'avère difficile*, car, a priori seuls 2 plans de personnalité s'expriment : l'Intellect et le physique. Le déploiement de nos potentialités peut s'y trouver limité, tronqué. Par conséquent, malgré le discours managérial et la bonne volonté des dirigeants d'entreprises, *l'entreprise a beaucoup de difficultés à favoriser la croissance, la réalisation et l'émancipation des Hommes*.

Pour permettre au salarié de grandir, le dirigeant d'entreprise doit lui procurer la sécurité d'un CDI, *lui accorder sa confiance, le respecter, lui donner la possibilité de ne pas jouer un rôle artificiel et lui offrir un environnement de travail agréable*. La question qui vient d'emblée à l'esprit : est-ce que l'on n'en demande pas trop à l'entreprise ? Est-ce qu'en chargeant la barque de l'entreprise, on ne risque pas de perdre sa mission principale produire biens et services ?

On peut noter qu'entre une vision humanisante ou déshumanisante de l'entreprise, ce qui semble faire la différence, c'est autant une question de structure que d'hommes agissant positivement ou non à tel poste dans l'entreprise ou à tel moment de la vie de cette entreprise.

La valeur du travail.

L'homme étant soumis aux nécessités de la vie, le « TRAVAIL » s'est imposé à lui comme une valeur. Que s'est-il donc passé pour que, de nos jours, cette valeur soit parfois devenue l'expérience d'un épuisement ou d'un vide ? La mise en place d'un « wellfare state » (État-providence), combiné à l'absence de grands conflits mondiaux (après 1945), a, il est vrai, généré le sentiment que le travail pouvait recevoir des objectifs complémentaires : socialisation (inclusion ou exclusion sociale) ; enrichissement au-delà du strict nécessaire (confort, luxe) ; aménagement harmonieux du cadre de vie (agrément, protection de la Nature) ; développement personnel (réalisation de soi par le travail) ; etc... Le modèle « fordien » semble ne plus apporter le

bonheur aux travailleurs, ce qui était pourtant son objectif avoué (= chaque ouvrier de Detroit devait pouvoir s'offrir l'automobile qu'il fabrique).

Peut-être sommes-nous parvenus à un stade de notre évolution où le travail humain ne trouve plus, en lui-même, sa justification. En effet, la socialisation s'effectue aussi par d'autres moyens (espace familial, école, monde associatif, loisirs et culture, démocratie participative) ; l'enrichissement non-nécessaire est perçu comme moralement négatif (le consumérisme peut-il constituer un projet de vie ?) ; les préoccupations écologiques nous amènent à une critique de l'impact du travail humain : dégrader le cadre de vie au lieu de l'améliorer ; le développement personnel est de plus recherché hors du cadre du travail (loisirs et voyages, culture, religions et spiritualités).

Pouvons-nous grandir grâce au temps libre ?

En dehors de l'entreprise, le temps libre favorise de multiples champs de socialisation et d'expression (la famille, l'activité artistique et sportive, les implications personnelles etc.) qui permettent à l'individu de satisfaire ses besoins psychologiques, les 4 dimensions personnelles (l'Intelligence, le corps, l'âme et la psyché). Autres moyens de faire grandir le « vivre ensemble ».

• **Partage d'expérience.** L'expérience professionnelle de l'un des membres permet de réfléchir sur les enjeux du temps libre et l'aménagement du temps dans le processus d'émancipation de la personne. Étant en CDI, les besoins physiologiques, de sécurité et d'appartenance de ce salarié étaient satisfaits. Mais malgré son investissement et le C.A qu'il générait, il n'obtenait pas de reconnaissance et entendait régulièrement, « nul n'est indispensable ». Dans ce contexte, son besoin d'estime demeurait insatisfait. Il a cherché à le combler par des investissements ; cette pratique s'est avérée stérile, un pis-aller. Un chef de secteur a alors instauré de nouveaux horaires, qui lui ont permis de bénéficier de 4 demi-journées de temps libre par semaine, en travaillant 38 heures.

	L	M	M	J	V	S	D
9h00 à 10h00	Temps de travail	Temps libre	Temps de travail	Temps libre	Temps de travail	Temps de travail	Temps pour Dieu
10h00 à 11h00							Temps libre
11h00 à 12h00							Temps libre
12h00 à 13h00							Pause midi
13h00 à 14h00							Temps de
14h00 à 15h00	libre	travail	libre	travail	Temps de travail	Temps de travail	
15h00 à 16h00							
16h00 à 17h00							
17h00 à 18h00							
18h00 à 19h00							
19h00 à 20h00							
38 heures							4

Cet emploi du temps lui avait déjà permis de pratiquer de nombreuses activités (lire, théâtre, club d'échec, aide aux devoirs, chorale), d'élargir son réseau relationnel, de recevoir une reconnaissance, du bien-être, de développer ses compétences. Toutefois son travail étant relativement routinier et répétitif, il avait le sentiment de s'abrutir. Pour sortir de cette routine, il a demandé l'autorisation à son chef de secteur de réaliser l'implantation d'un sous-rayon. ***Ce travail, bénévole, mettant à profit son temps libre lui a permis de grandir et de se réaliser***, de développer des compétences qu'il pouvait transposer dans son activité professionnelle : le théâtre améliorait ses compétences de vendeur. Ces diverses expériences ont conforté sa croyance que l'entreprise n'avait pas la vocation de l'aider à grandir humainement et de se réaliser. Mais surtout que cette responsabilité lui incombait.

Si l'on veut aider l'individu à satisfaire ses besoins psychologiques et émanciper ses 4 dimensions personnelles, ***il est important de lui donner le choix de se réaliser dans l'entreprise ou en dehors***. Pour cela, il est nécessaire ***qu'il dispose d'un emploi du temps stable et d'un temps libre***, suffisamment important, pour vivre des activités individuelles et collectives. Les compétences développées durant le temps libre, on peut les utiliser dans son activité professionnelle, donner le meilleur de soi-même et exprimer toutes les facettes de sa personnalité sans avoir peur de perdre son emploi. Prenant appui sur son socle intérieur, ses valeurs et ses potentialités, on acquiert une plus grande confiance en soi et en l'autre. Plus on se connaît, émancipe ses facultés et développe ses 4 dimensions personnelles : plus on grandit en confiance, plus on est apte à construire des relations avec les autres et à les accompagner dans leur croissance.

Comment le collectif peut nous aider à grandir ? Vivre ensemble : quel est le lien entre le « socle de l'histoire » et « aujourd'hui », en perspective d'une ambition pour le « Futur ».

L'histoire met en valeur de sérieux paradoxes de ce point de vue : quelles que soient les périodes envisagées (Pax Romana, Empire Romain, Moyen Age, Révolution), le vivre ensemble n'a jamais été de soi. Il a fallu de l'organisation, de la cohésion contre le désordre et la trahison. La Révolution Industrielle s'est accélérée à partir de 1830 en France, amenant certes un développement et une amélioration du vivre ensemble général au prix néanmoins d'une misère sociale ouvrière non acceptable. Les conquêtes sociales qui se sont succédées à partir de 1848 pendant plus d'un siècle, amenèrent une reconnaissance morale légitimée par la « doctrine sociale » de Léon XIII, un début d'équilibre stable. Mais les conséquences de 2 guerres mondiales, puis la « Shoah » ont remis en cause les fondements de la civilisation : le vivre ensemble fut à nouveau compromis sérieusement. A partir des années 80, les chantres du libéralisme ont enfanté les chancres de l'ultra-libéralisme, qui est une dérive systémique où l'argent profite à une oligarchie planétaire très minoritaire, contrariant son rôle de levier du développement au bénéfice des citoyens, Entreprises et des Etats-nations.

La liberté quasi-totale des marchés financiers assise sur la dérégulation, intégrant des paris virtuels titrisés et disséminés a provoqué une crise récurrente protéiforme : **financière, économique et sociale**. En s'appropriant un important surcroît de richesses créés par l'économie réelle, la financiarisation de l'économie avec la spéculation sur tout, y compris le virtuel, a non seulement dénaturé le système économique capitaliste, mais aussi cyniquement mis en péril la qualité du vivre ensemble, dont : le travail, la santé durable, la cohésion de la société et même les liens familiaux. C'est un nouveau « Contrat Social » au sens de Rousseau qui est à réinventer.

Conséquences majeures : des ravages

- Les inégalités : entre populations des pays riches et des pays pauvres et même entre riches et pauvres des pays riches.

- Le chômage, surtout des jeunes.
- Des personnes et des territoires livrés à l'abandon par les Etats, qui protègent de plus en plus mal les citoyens : crise du logement social, drogue omniprésente, empoisonnements chimiques, agressions à l'encontre des plus faibles...

Autre défi à ne pas négliger : nous sommes confrontés aux problèmes de la pollution multiple, au risque nucléaire **objectif**, à l'évolution climatique facteur de nouvelles migrations croissantes, à l'épuisement progressif des ressources énergétiques d'origine fossile. Et dans ce contexte, la démocratie représentative est elle-même de plus en plus en crise, car les élites politiques perdent peu à peu le sens du bien commun et de l'intérêt général, donc la notion de vivre ensemble.

Les conditions et des exemples de l'amélioration du vivre ensemble.

Loin de les opposer comme c'est le cas trop souvent, les actions que nous pouvons mener aux niveaux local, national au global sont complémentaires. En effet, un terreau global fertile augmentera d'autant l'impact et l'efficacité des actions aux niveaux inférieurs. L'expérience, acquise en gouvernance d'entreprises, stratégies énergétiques et finances internationales, amène un témoin à participer individuellement et collectivement au niveau de plusieurs organisations à des actions ciblés sur cette notion de terreau, exemples :

- Programme R & D (Recherche & Développement) axés sur des moteurs alternatifs à basse consommation, émissions et pollutions pour faire le lien avant les technologies à hydrogène et électriques performantes.
- Dispositions financières s'inspirant du « New Deal » de F.D. Roosevelt : rétablissement de la loi « Glass Steagall » séparant les banques d'affaires et de dépôts afin d'éviter toute spéculation avec l'argent des citoyens et lutter contre le cancer financier comme les titrisations d'agrégats de paris sans valeurs intrinsèques, puis disséminées comme des métastases dans les FCP et SICAV sur la planète entière.

- Cloisonner les marchés à des tailles raisonnables d'ordre continental et relocaliser pour assainir la logistique et la concurrence.
- Nouveau Bretton Woods évitant le chaos monétariste.
- Programmes ambitieux de logements sociaux, financés par un crédit public (en priorité pour les jeunes).
- Grands programmes scientifiques visant à consolider la pérennité de l'Humanité (forces cosmiques, énergies nouvelles, programmes spatiaux...).
- Utiliser la grève de masse contre la ploutocratie, les oligarchies ; et généraliser les « contres actions » contre l'escroquerie financière, ex « Foereclose-gate » en réaction au pillage des « sub primes » par « Bank of America ».

Point d'orgue : nous assistons à une déstructuration de la pensée consécutive à l'affaiblissement du catholicisme.

Or si le débat politique moderne ne peut résoudre la question du sens de la vie, il pourrait au minimum sauver la sécurité économique et sociale et permettre ainsi aux citoyens de prendre le temps de retrouver un nouvel équilibre métaphysique et mental.

L'enjeu de la perception du temps et de ses accélérations.

Grandir nous invite naturellement à approfondir notre réflexion sur la perception du TEMPS et de son accélération. En effet, le progrès technique contribue à accélérer toujours plus les processus de production, de distribution, de recherche et de communication. L'accélération de tous ces processus nécessite une structuration particulière et une prise de conscience des enjeux éthiques et spirituels correspondant à la façon dont nous vivons et concevons le temps. Il est possible d'envisager de trois manières la façon de vivre le rapport au temps. Chacune de ces manières met en avant certaines valeurs (éthique théorique) et entraîne certaines conséquences sur la façon de vivre (éthique pratique).

Le temps **cyclique** des sociétés mythiques traditionnelles, où l'on vivait au rythme régulier des saisons. Aujourd'hui, c'est davantage le rythme, toujours plus rapide et atomisé, de l'économie que celui des saisons qui structure le rythme de vie de la société.

Le temps **orienté** avec ses deux versions : temps orienté à partir d'une origine ; temps orienté par une finalité, vers un terme.

Le temps **atomisé** des sociétés post-modernes et bouddhistes fige l'existence de l'individu au présent sans toujours l'aider à faire sens. Les contrats en CDD, en intérim et à temps partiel subit, ainsi que l'annualisation et la flexibilité du temps de travail contribuent à atomiser le monde des salariés et le rythme de la société.

La généralisation des temps atomisés au détriment des autres conceptions contribue à accélérer et à accentuer la dislocation des individus, des générations et de la société. Que ce soit au niveau individuel ou collectif, les expériences

vécues se succèdent sans lien entre elles, chaque moment en vaut un autre, alors tout se vaut. Et donc rien ne vaut vraiment. Il n'y a donc plus de perspective globale qui fait sens. Pas de but, pas de possibilité d'identifier une destinée commune ou un projet commun. Une suggestion en vue de retrouver une temporalité commune qui fait sens, et, d'autre part, de procurer à chacun les moyens de satisfaire ses besoins psychologiques et ses 4 dimensions, pourquoi ne pas mettre à profit les gains de productivité générés par le progrès technique, pour limiter la norme de la semaine de travail à 3 jours pour tous les salariés ?

La question du sens et des valeurs

Le questionnement sur le grandir ensemble nous invite également à poser la question du sens, ainsi que celle de l'identité. Depuis la révolution industrielle, l'Être humain semble au service de l'économie. En effet, dans notre « système », l'homme est défini par rapport à ce qu'il fait (AGIR uniquement), aux normes (diplômes, statuts...) et une valeur centrale : l'argent.

Cette situation a été en partie créée par le développement planétaire d'un capitalisme industriel, mais surtout, par la transformation de ce capitalisme industriel en capitalisme financier. Il nous faut sans doute admettre que ce capitalisme financier mondialisé, dont nous constatons aujourd'hui les effets si dévastateurs, est un « fruit vénéneux » de la civilisation « moderne ». Est-il possible de conserver les aspects positifs de la modernité (idée de progrès, projet sociétal, sens de l'Histoire, etc.) tout en éliminant ses effets pervers ? Telle est la question.

En abordant cette question d'un point de vue théologique, il est possible de penser que c'est la sécularisation qui est à la source de cette évolution. D'un point de vue chrétien, l'horizon eschatologique, vécu comme un don de l'amour de Dieu et une participation à ce don, a été remplacé par un horizon purement politique et matériel, vécu comme une conquête de l'autonomie absolue, arrachée à un Dieu perçu comme rival de l'homme (cf. philosophie des Lumières, utopie marxiste, réduction du bonheur au bien-être matériel). La modernité occidentale vit l'Histoire comme porteuse de sa propre réalisation (immanence). Or, dans le monde de l'immanence, chaque individu devient un rival potentiel. Pas de Vivre ensemble ici !

Aujourd'hui, l'Être Humain se trouve, fréquemment en souffrance, désorienté, (en perte de repères), puisque sa nature, son fonctionnement, son rythme, ses désirs et motivations intrinsèques n'ont pas (ou si peu) été pris en considération prioritaire.

L'évolution de l'économie mondiale, notamment du rapport travail/capital en faveur du capital, au détriment de la « valeur travail », jointe à la rupture des liens sociaux traditionnels et à l'absence de projet collectif, aboutit à diviser les individus, à les désolidariser d'eux-mêmes et des autres. Notre

société postmoderne exalte l'individu et les valeurs de l'autonomie : mais cela n'est souvent profitable que pour ceux qui réussissent à tirer leur épingle du jeu. Quid des autres ? Pourra-t-il co-construire un autre possible, un nouveau vivre ensemble ? Comment le peut-il s'il est réduit à ses seules forces individuelles, s'il ne peut pas prendre appui sur d'autres, sur la société, sur une conviction commune et partagée (= un credo commun, un projet sociétal crédible et partageable) ?

CONCLUSION DE L'EXPERT ECONOMIQUE

La première décennie du XXI^{ème} siècle a été le théâtre de plusieurs évènements qui n'ont pas manqué de susciter des peurs au sein d'une grande partie de la population mondiale (terrorisme, catastrophes naturelles, dérèglement climatique, crise économique majeure ou encore pandémie). Dans le même temps, deux éléments peuvent aujourd'hui nous rendre un peu optimiste : l'évolution de la technologie ; une certaine prise de conscience chez l'être humain des conséquences de ses actes. Concernant l'évolution de la technologie, on peut estimer que les progrès qui seront accomplis durant les prochaines décennies dans des domaines aussi variés que la médecine, l'utilisation de l'énergie, la prévision des catastrophes pourraient être de nature à lever en partie certaines incertitudes qui existent actuellement et qui sont relatives au devenir de la planète. Dans le même temps, on peut observer depuis quelques années une certaine prise de conscience chez un grand nombre d'individus des dangers potentiels générés par l'évolution économique du globe, cette prise de conscience constitue un préalable à toutes formes de mesures efficaces susceptibles de changer et faire qu'une société plus humaine à laquelle chacun rêve ne soit plus une utopie. Une question se pose désormais, entre peur et rêve : vivre ensemble ?

Répondre à celle-ci nous conduit à mettre en relief trois éléments :

- les interactions entre les individus ;
- prendre le temps de bâtir un projet collectif ;
- le rôle de l'Etat comme acteur du mieux vivre ensemble.

1. Les interactions entre les individus :

Vivre ensemble suppose au minimum une relation binaire entre les individus. Cette dernière ne peut se concevoir, dans le cas présent, sans

remplir trois conditions : se connaître soi-même, accepter la différence, grandir soi-même et avoir la volonté de faire grandir l'autre. Se connaître soi-même n'est pas une chose évidente de prime abord même si des facteurs comme l'âge, les connaissances, une grande culture et l'intérêt pour la psychologie peuvent y aider. D'autres éléments théoriques, comme le concept de Capital Humain mis en lumière par BECKER et l'école de Chicago (1965), peuvent nous apporter des éléments de réponse. De la même manière que de nombreux cabinets de consultants en ressources humaines et en management nous proposent des outils (tests psychologiques et autres), qui permettent de mieux cerner la personnalité de chacun. On doit admettre, pourtant, que de nombreux individus ne feront jamais la démarche d'introspection permettant de répondre à cette question : qui suis-je vraiment ?

Accepter la différence n'est pas quelque chose de naturel chez l'être humain, même s'il apparaît évident qu'elle constitue le fondement de toute société. Le caractère égoïste, qui prédomine par rapport à un comportement altruiste, empêche bien souvent la recherche d'une issue favorable entre les individus. Il conviendrait que chaque individu puisse intégrer les aspects fondamentaux de la négociation où l'on parvient généralement à un accord mutuellement favorable aux parties en présence, malgré des points de vues divergents fortement mais pas totalement antagonistes, rendant, dans ce cas, la négociation impossible. De la même manière, le concept du dilemme du prisonnier, mis en évidence par TUCKER (1950), les multiples articles et ouvrages traitant de la Théorie des Jeux, (on pourra se référer pour l'occasion à l'ouvrage de synthèse de GIRAUD (2009) et pour finir les travaux d'AXEL-ROD (1984)) nous montrent qu'une attitude coopérative engendre toujours plus de gains qu'une attitude hostile, même s'il n'en demeure pas moins qu'on privilégie aujourd'hui encore le conflit plutôt que l'entente.

Grandir soi-même et essayer de faire grandir l'autre correspond sans nul doute à une situation idéale, mais elle se heurte d'abord à une différence dans la perception des besoins chez l'individu. En effet, chaque individu n'a pas la même lecture de la pyramide des besoins de MASLOW (1953), le conduisant alors à entrevoir la réalisation d'une chose comme un besoin d'accomplissement alors qu'un autre considérera la même chose comme un besoin de sécurité. De la même manière, on peut observer quotidiennement des situations où des individus ne répondent pas aux sollicitations qui les poussent à grandir, soit parce qu'ils en sont incapables, qu'ils ne l'acceptent pas ou à cause de leur isolement voulu ou subi. Une fois encore, des paramètres comme l'éducation, la culture, l'environnement familial et les traits de caractère peuvent plus ou moins faciliter les choses.

2. Prendre le temps de bâtir un projet collectif :

L'existence d'un projet collectif constitue un élément essentiel du mieux vivre ensemble capable de susciter le rêve en même temps que de diminuer les peurs, par exemple, la lutte contre le réchauffement climatique générateur de grands bouleversements physiques à l'échelle globale dans un avenir plus ou moins proche. Il convient de souligner d'abord le fait qu'un

projet collectif peut parfois résulter des actions non coordonnées d'individus, mais qui produisent des effets bénéfiques sur la société ; SMITH (1776) légitime ainsi l'existence du système capitaliste comme résultant de l'articulation entre des projets portés par des individus qui ne se concertent pas au préalable. Néanmoins, on doit admettre qu'un projet collectif résulte le plus souvent d'actions concertées. Un obstacle important existe cependant : celui de l'articulation entre le temps et la construction d'un projet collectif. Ces deux éléments restent le plus souvent antinomiques dans la mesure où ces deux variables obéissent à deux logiques temporelles différentes. Ainsi, si l'on distingue le court terme du long terme, il apparaît que le court terme est compatible avec l'existence d'un projet collectif, dans la mesure où les participants seront mieux à même de juger de ces effets par rapport aux objectifs affichés initialement. A l'inverse, tout le monde admet que construire un projet collectif demande du temps, surtout lorsqu'il est porté par un grand nombre d'individus ayant des sensibilités différentes. Dans cette optique, on peut entrevoir une incompatibilité avec une approche de court terme. La prise en compte du long terme, pour sa part, si elle permet de bâtir un projet collectif, rend plus difficile un jugement par les individus des résultats obtenus. Ceci explique pourquoi les actions indispensables, visant à réduire aujourd'hui les émissions de CO₂ afin d'éviter une augmentation trop importante de la température terrestre, ne trouvent pas assez d'échos dans la population, car les effets bénéfiques ne pourront être constatés que dans un horizon qui aura vu disparaître les individus ayant initié le projet.

3. Le rôle de l'Etat comme facteur du mieux vivre ensemble :

L'existence d'une société moderne de plus en plus individualiste nous laisse entrevoir de sérieux obstacles dans l'élaboration du mieux vivre ensemble légitimant du même coup l'intervention de l'Etat dans une multitude de domaines. L'Etat a toujours été un acteur essentiel dans une société, à la fois en tant qu'instrument réducteur des peurs et apte dans le même temps à travers ses politiques à susciter le « rêve » (meilleure protection sociale, aménagement harmonieux du territoire, prise en compte de certains risques, etc.). Un exemple intéressant nous est fourni par les élections présidentielles au suffrage universel direct : on peut en effet estimer, que depuis 1974, chaque élection a mis en relief l'un ou l'autre des deux éléments. En 1974, en 1988, en 2002, la peur a été l'élément déterminant, aboutissant à l'élection du Président, alors que le rêve d'une société « meilleure » a conditionné son l'élection en 1981, 1995 et 2007. Les multiples incertitudes, relatives à la situation économique et sociale, nous portent à croire que la peur l'emportera sur le rêve en 2012 ! Dans le même temps, une illustration intéressante du rôle joué par l'Etat se matérialise à travers les actions qu'il mène pour prévenir le risque de dépendance, notamment chez les personnes âgées. La santé des citoyens a été considérée par les premiers économistes « modernes » comme ne devant pas relever de la sphère de l'Etat, limitée aux seules fonctions régaliennes. Cependant, l'évolution des différentes doctrines a conduit ce dernier à prendre progressivement sous sa tutelle, cette sphère donnant naissance ainsi au qualificatif de « biens tutélaires ». Le cas de la dépendance

nous montre que les initiatives de l'Etat conduisent à réduire la peur face aux effets collatéraux de certaines maladies, comme la maladie d'Alzheimer, en même temps qu'elles apportent des solutions au mieux vivre ensemble. Dans le même temps, le choix laissé aux familles de prendre en charge des parents malades, nous rappelle ici que le mieux vivre ensemble résulte aussi de la volonté des individus. L'Etat ne peut pas se substituer aux individus dans de nombreux cas.

Conclusion :

Mieux vivre ensemble dans une société de plus en plus individualiste n'est pas évident, deux éléments de réponse peuvent être avancés pour renforcer ce fait : renforcer la force des « liens faibles » ; utiliser la grille de lecture de l' « économie de la proximité ». Renforcer la force des « liens faibles » fait référence explicitement aux travaux novateurs en sociologie économique de GRANOVETTER (1974). Ce dernier met en évidence l'importance de certains réseaux, notamment dans la recherche d'un emploi. Nous entretenons beaucoup de « liens faibles » avec de très nombreuses personnes, il faut entendre ici, des contacts plus ou moins réguliers avec des collègues, d'anciens condisciples de l'Université sans que cela aboutisse pour autant à des relations amicales étroites. Dans cette optique, renforcer ces liens faibles serait de nature à constituer une première étape dans l'établissement de liens plus forts permettant un « mieux vivre ensemble ». Utiliser la grille de lecture empruntée à l' « économie de la proximité », permet sous certaines conditions, de mieux comprendre comment cette théorie apporte des solutions pour résoudre certains conflits liés à l'utilisation d'un même espace public. Cette théorie distingue deux types de proximité, l'une géographique, matérialisée par la distance physique entre deux individus ou deux choses, l'autre organisée, caractérisée par les liens susceptibles d'exister entre deux individus. Cette proximité organisée se subdivise elle-même, en logique d'appartenance et logique de similitude. La logique d'appartenance se définit par rapport aux contacts que l'on peut avoir du simple fait de travailler ensemble au sein d'une même organisation. La logique de similitude repose sur les mêmes croyances et comportements que des individus sont susceptibles d'avoir par le fait d'appartenir à un même groupe sans qu'il y ait obligatoirement des contacts : l'exemple de militants lillois et niçois appartenant à un même parti, qui ne se rencontreront peut-être jamais, mais qui partageront malgré tout des mêmes valeurs. Le postulat principal de cette théorie repose sur le fait que si des conflits existent liés à la proximité géographique, alors la proximité organisée permettra sous certaines conditions de les résoudre, TORRE et RALLET (1995).

Eric OLSZAK mai 2011

CONCLUSION DE L'EXPERT THEOLOGIQUE

Constats et questions « lancinantes »

- Un constat récurrent : la difficulté à vivre ensemble
- Nos peurs sont souvent irrationnelles ; sont-elles vraiment fondées ?
- Le lien avec autrui, qui est au cœur de la vie humaine : s'agit-il d'un désir naturel d'aller vers les autres ? Probablement. Mais, on remarque qu'il n'est pas toujours facile de vivre la diversité culturelle, et d'une manière générale, la différence.
- L'expérience éthique de l'altérité, ce que l'on peut rassembler autour de la notion de respect : les ateliers ont souligné l'importance du respect de la différence.
- Le rôle de la « tiercéité » : dans le « vivre ensemble, quel est le rôle des « tiers », des « médiateurs » ?

Tout cela nous amène à nous interroger : qu'est-ce que la confiance ? Tous sont d'accord sur la nécessité de travailler dans la confiance pour que chacun puisse réaliser ce à quoi il aspire profondément, son « rêve ». Mais cela suppose de se remettre soi-même en question, en se demandant de quel droit on peut critiquer ce que l'autre désire.

1°) Réflexions anthropologiques

a) Une réflexion sur la perception du Temps.

On a noté l'accélération du Temps¹, on dénonce le management par le stress et la peur, conséquence du diktat de la rentabilité seule. C'est révélateur d'une vision à court-terme, en perte de sens. On en voit aujourd'hui ses limites : accroissement de l'absentéisme, désengagement des personnes, *burning out*... Les ateliers ont interprété cela comme les conséquences d'un management inadapté, déshumanisant, peu propice à l'innovation collective, et donc à l'avantage compétitif recherché ! Et on constate que cela freine en réalité la performance de l'entreprise, ce qui finit par coûter cher !!!

En réaction, il s'agit donc d'inverser au plus vite la tendance en prenant enfin conscience de l'impact que peut avoir un capital humain hautement motivé, sur la santé physique et émotionnelle des acteurs sociaux, sur l'économie et sur la société en général. Il est donc nécessaire d'approfondir la réflexion sur notre perception du Temps.

En effet, l'accélération du temps et l'augmentation des possibilités d'une communication de plus en plus rapide nécessitent une **structuration** particulière et aussi une prise de conscience des enjeux éthiques et spirituels correspondant à la façon dont nous vivons et concevons le temps. Je propose donc d'envisager les trois manières dont le temps peut être vécu. Chacune de ces manières est sous-tendue par une certaine conception des rapports entre l'homme et le divin (théologie), met en avant certaines valeurs (éthique théorique) et entraîne certaines conséquences sur la façon de vivre (éthique pratique).

Je les présente sommairement :

- le temps **cyclique** des sociétés mythiques traditionnelles.
- le temps **orienté** des sociétés historiques, avec ses deux versions :
 - le temps orienté à partir d'une origine ;
 - le temps orienté par une finalité, vers un terme.
- le temps **atomisé** des sociétés post-modernes.

Mais il faut sans doute aller plus loin. Un atelier a écrit : « Nous faisons également le constat d'une dislocation : des individus, des générations, des classes sociales. » Je pense que cette dislocation est accentuée (et peut-être générée) par l'effacement du « temps orienté », typique du judéo-christianisme, au profit du « temps atomisé », avec en surplus le phénomène d'accélération constante mentionné plus haut. Dans la post-modernité, puisque chaque moment en vaut un autre, puisque les expériences vécues se succèdent rapidement et sans lien entre elles, tout se vaut. Et donc rien ne vaut vraiment. Il n'y a plus de perspective globale. Pas de but, pas de possibilité d'identifier une destinée commune ou un projet commun.

b) Il ne suffit pas, de nous interroger sur la nature des contributions individuelle et collective, dans toutes les strates sociétales. Il faut poser à frais nouveaux la question du **sens**, ainsi que celle de **l'identité**.

Avec le développement planétaire du capitalisme industriel, et plus encore, par la transformation de ce capitalisme industriel en capitalisme financier, l'être humain a été défini par rapport à ce qu'il faisait (son « agir » uniquement) dans un système où les normes gravitent autour d'une valeur centrale : l'argent. L'homme est au service de l'économie. C'est ce à quoi aboutit notre modernité, dans sa phase ultime. Il nous faut sans doute admettre que le capitalisme financier mondialisé, dont nous constatons aujourd'hui les effets si dévastateurs, est un fruit vénéneux de la civilisation « moderne » (avec son Temps orienté vers le futur et porteur d'un projet). Est-il possible de conserver les aspects positifs de la modernité (l'idée de progrès, le projet sociétal, le sens de l'Histoire, etc.) tout en éliminant les effets pervers ? Telle est ma question.

Comme théologien, je suis convaincu que c'est la sécularisation de l'Histoire qui est à la source de cette catastrophe. Ce qui s'est passé, c'est le remplacement de l'horizon eschatologique, vécu comme un don de l'amour de Dieu et une participation à ce don, par un horizon purement politique et matériel, vécu comme une conquête de l'autonomie absolue arrachée à un dieu perçu comme rival de l'homme (cf. philosophie des Lumières, utopie marxiste, réduction du bonheur au bien-être matériel). Au lieu de vivre l'Histoire comme passage vers un au-delà de l'Histoire (transcendance), comme c'était encore le cas jusqu'au XVII^{ème} siècle, la modernité occidentale vit

1) Sur le phénomène d'accélération du Temps, je signale l'étude très suggestive du sociologue Hartmut ROSA, *Accélération. Une critique sociale du temps* (éditions La Découverte, 2010) ; cf. entretien dans le Monde Magazine (29 août 2010).

l'Histoire comme porteuse de sa propre réalisation (immanence). Or, dans le monde de l'immanence, chaque individu devient un rival potentiel. *Struggle for life*, comme diraient les darwiniens.

Un atelier a bien exprimé cela : « Aujourd'hui, l'Être Humain se trouve, par voie de conséquence, en grande souffrance, désorienté, déboussolé (en perte de repères), puisque sa nature, son fonctionnement, son rythme, ses désirs et motivations intrinsèques n'ont pas (ou si peu) été pris en considération première. » Je partage cette analyse : l'évolution de l'économie mondiale, notamment du rapport travail/capital en faveur du capital, au détriment de la valeur-travail, jointe à la rupture des liens sociaux traditionnels, jointe à l'absence de projet collectif, tout cela aboutit à émietter les individus, à les désolidariser d'eux-mêmes et des autres. Notre société post-moderne exalte l'individu et les valeurs de l'autonomie : mais cela n'est profitable que pour ceux qui réussissent à tirer leur épingle du jeu. Qu'en est-il alors des autres ?

On débouche sur ce constat amer : « Pas étonnant que l'être humain fasse aujourd'hui l'expérience d'un 'vide' intérieur. Il se voit contraint de se poser, de se remettre en cause, d'apprendre à se re-trouver (avec lui-même et ensuite avec les autres) avant de co-construire un autre possible. » C'est en effet ce que nous avait fortement suggéré M. Delevoye. Mais comment l'être humain peut-il faire cela s'il est réduit à ses seules forces individuelles, s'il ne peut pas prendre appui sur d'autres, sur la société, sur une conviction commune et partagée. C'est ce que j'appellerai un *credo* commun, un projet sociétal crédible et partageable ? Et pour qu'il soit vraiment crédible, il faut qu'il se fonde sur des bases un peu plus solides que la simple volonté commune, le volontarisme que je vais épingleur maintenant.

2°) Quelques points de repères bibliques et théologiques.

En effet, il faut dénoncer un volontarisme trop unilatéral. Pour le théologien, il y a toujours lieu de prendre en compte le « point de vue de Dieu » : que veut-il ? Qu'attend-il de moi, de nous ? Je suis assez sceptique devant la pente « volontariste » actuelle, d'autant plus risquée qu'elle se combine avec un oubli de Dieu et de Sa volonté. Après tout, le chrétien c'est celui qui cherche avant tout à « faire la volonté du Père », comme Jésus nous l'a montré.

Est-ce que nous connaissons vraiment les secrets du monde et du temps pour pouvoir « organiser le futur » par nos projets ? Pouvons-nous vraiment forcer la réalité à se soumettre entièrement à notre désir ? N'est-ce pas une ambition démesurée (cf. « *hûbris* », chez les Grecs), dangereuse ? Il faut relire Gn 3 dans cette perspective : la tentation de « devenir comme des dieux, connaissant le bien et le mal », est toujours présente...

a) Pour vivre ensemble, par delà peur et rêves, il faut se rappeler que **la différence est au fondement de la création** (cf. Gn 1 et 2 notamment). Au commencement est la relation, pourrait-on ajouter.

La création reflète quelque chose de l'essence divine, qui inclut la différence dans la relation (l'unicité de Dieu dans la Trinité des personnes divines). Dès lors, toutes les différences humaines peuvent et doivent être regardées comme des réalités relationnelles susceptibles de refléter quelque chose de Dieu : le couple, la famille, les groupes sociaux, les cultures, les peuples, les races, la Nature différenciée entre êtres animés et objets inanimés, etc.

C'est en prenant en compte positivement l'expérience de la différence, que nous voyons à quel point **la question du lien est capitale** : qu'est-ce qui nous relie plus puissamment que ce qui nous sépare ? Ce qui nous relie, c'est ce que nous croyons ensemble (*notre credo*). Ce *credo* n'est pas exclusivement « religieux », au sens confessionnel du terme. Mais il comporte quelque chose de profondément religieux : *re-ligio* vient de *re-ligere* = relier. Il s'agit de relier le ciel à la terre (d'où venons-nous ? où allons-nous ? et cela a-t-il du sens ?) et aussi relier les hommes entre eux (comment tenons-nous ensemble ?).

Dans ces conditions, créer un projet, c'est prendre le temps de le définir, d'échanger, de fédérer les volontés. L'humanité, co-créatrice d'elle-même et du monde, se projette dans l'avenir en cherchant comment vivre ensemble, tout en respectant les différences. On parle de « pro-jet » : quel est cet objet que nous plaçons devant nous, comme un but à atteindre, un « ob-jectif » que nous nous donnons ? Il est essentiel d'être en capacité d'objectiver nos projets. C'est la dimension créatrice du rêve, de l'imagination. Nous sommes capables de faire surgir en mots et en images une réalité qui n'existe pas encore, mais que nous désirons ardemment.

Dans la tradition biblique, tout cela caractérise l'acte créateur de Dieu : Gn 1 = ce que Dieu projette de faire exister ; Gn 2 = ce que Dieu crée effectivement, notre monde, notre humanité. C'est Gn 1 qui donne le sens véritable des actions décrites dans Gn 2. L'acte créateur divin présente deux modalités : en Gn 1, Dieu « parle » et cela existe (sa parole est directement créatrice, il n'y a pas d'intermédiaires) ; en Gn 2, Dieu crée en utilisant des médiations techniques (il pétrit la glaise du sol) et humaines (il invite Adam à nommer les animaux qu'il lui présente). Or nous ne sommes pas Dieu : donc notre manière de réaliser nos projets sera toujours plus proche de Gn 2 que de Gn 1, même si nos performances scientifiques et techniques nous laissent parfois croire que nous sommes tout-puissants comme Dieu. En réalité, nous sommes toujours dans la position d'Adam à qui Dieu confie la création (tous les arbres du jardin – sauf un !). Théologiquement, nous avons donc toujours à nous demander si nos projets humains sont en conformité avec le projet créateur de Dieu. Sommes-nous de fidèles « gardiens » du Jardin ou bien nous comportons-nous comme des « seigneurs et maîtres » ?

b) Dans la Bible, on rencontre aussi l'expérience douloureuse de l'assimilation-rejet vécue par les Hébreux lors de leur implantation en Palestine : plus ces nomades venus d'ailleurs cherchaient à s'implanter en terre cananéenne, même aux prix d'énormes efforts d'adaptation à la culture

païenne ambiante, et plus ils étaient rejetés. Conséquence : grâce à l'épreuve du rejet, ils ont pris conscience de leur identité originale. La difficulté à s'assimiler, marquée par l'expérience douloureuse du rejet, a été constitutive de la conscience qu'Israël a de soi et de son identité. Pourtant, il a fallu dépasser cela, car le repli identitaire mène à une impasse, à l'étiollement... Pour se trouver véritablement, Israël devra s'ouvrir résolument à autrui : tel est le renversement opéré par Jésus et ses disciples : « Allez ! » dit le Christ ressuscité à ses disciples.

e) Il y a aussi la **dimension du péché**. En Gn 3, nous voyons le non-respect de la différence Dieu/homme, transgression. Il en découle aussi Babel, avec la confusion des langues comme conséquence de l'orgueil humain. Et tous les conflits politiques et sociaux : les 12 tribus en rivalité (cf. Joseph vendu par ses frères) ; Israël toujours en conflit avec les Nations ; les Exilés vs les autres israélites ; les Juifs vs les Samaritains ; etc.). Par contraste : le Christ qui invite à le reconnaître en tout homme, à commencer par le plus misérable (cf. Mt 25, 31-46).

d) La Bible nous indique aussi qu'on peut tirer parti même des épreuves qui nous frappent. **L'épreuve est un lieu de maturation éthique**. L'épreuve, notamment celle de la perte des sécurités et des certitudes, est une invitation à revenir à l'essentiel. Au moment de son Exil à Babylone, le peuple d'Israël a puisé dans sa foi les énergies nécessaires pour surmonter l'épreuve. Et en même temps, cette épreuve l'a obligé à approfondir sa foi dans le sens d'une connaissance plus exacte de Dieu et de son dessein d'amour. C'est le moment où Israël devient réellement monothéiste.

e) Cette période est aussi le moment d'une **lente prise de conscience de l'universalité de la foi et du salut** : Israël a toujours été tiraillé entre le choix du particularisme (Esdras, pharisiens après Jabné) et celui de l'universalisme (Isaïe, Jésus, l'Eglise). Avec le christianisme, on est passé d'un messianisme centripète, à un messianisme centrifuge (c'est la différence entre le message d'Isaïe et celui de Jésus), même si, dans l'Eglise, existent des tendances centripètes, des réflexes de repli identitaire. D'un certain point de vue, on pourrait montrer que les idéaux universalistes de la République française (la liberté, l'égalité et la fraternité comme valeurs universelles, susceptibles d'être proposées à toute l'humanité) ne sont qu'une transposition sécularisée des valeurs évangéliques.

f) Pour les Chrétiens, **l'Esprit Saint, communiqué par le Christ ressuscité, agit en « tiers » entre les hommes** : d'où la Pentecôte comme anti-Babel ; *mission ad gentes...* *Gaudium et Spes* 22, 5 : « Puisque le Christ est mort pour tous (Rm 8, 32) et que la vocation de l'homme est réellement unique, à savoir divine, nous devons tenir que l'Esprit-Saint offre à tous, d'une façon que Dieu connaît, la possibilité d'être associés au mystère pascal. »

g) En pratique, **cela nous mène à une « éthique de la relation »**. Ce

qui peut nous conduire à revisiter nos techniques de management et de gouvernement. Bien sûr, il faut « apprendre à se connaître » comme le suggérait la philosophie grecque (*gnôthi séauton*). Mais on ne peut pas y arriver tout seul. Comme le disait le philosophe chrétien Paul Ricoeur : « Le plus court chemin de soi à soi-même passe par autrui ». Pour cela, je propose de repartir de la « règle d'or » dans ses deux formulations : (formulation négative) « Ne fais pas à autrui... » et (formulation positive) « Fais à autrui... ». Mais remarquons que tout cela n'est pas encore vraiment chrétien, c'est seulement un pari sur la réciprocité humaine. Avec le Christ, nous sommes invités à aller plus loin : à « faire du bien à autrui » au moment même où il nous fait du mal. Donc sans attendre de retour ou de réciprocité. C'est le sens de l'invitation à pardonner « jusqu'à 70 fois 7 fois ». Le disciple du Christ est quelqu'un qui agit gratuitement, de façon complètement désintéressée. Par amour.

3°) Quelques perspectives éthiques.

a) La valeur « travail »

Elle est très forte. Elle s'est imposée pendant très longtemps. Sans doute y avait-il là, tout simplement, une nécessité de survie pour l'espèce humaine. On travaillait pour vivre. Aujourd'hui, nous faisons le constat et l'expérience de l'exclusion, de l'épuisement, du vide, du non-sens. Que s'est-il donc passé du point de vue de la « valeur travail » pour que nous fassions cette expérience d'épuisement et de vide ?

La mise en place d'un « *welfare state* » (état-providence), combiné avec l'absence de grands conflits mondiaux (après 1945), nous a introduit dans l'impression que le travail pouvait prendre d'autres valeurs : socialisation (inclusion sociale vs exclusion) ; enrichissement au-delà du strict nécessaire (confort, luxe) ; aménagement harmonieux du cadre de vie (agrément, protection de la Nature) ; développement personnel (réalisation de soi par le travail) ; etc. La généralisation du modèle industriel du travail humain joue certainement un rôle déterminant ici². Et ce modèle (celui de l'entreprise « fordienne », « taylorisée », c'est-à-dire rationalisée à l'extrême) semble ne plus apporter le bonheur aux travailleurs, ce qui était pourtant son objectif avoué (l'ambition de H. Ford était que chaque ouvrier de Detroit puisse s'offrir l'automobile qu'il fabrique).

Peut-être sommes-nous parvenus à un stade de notre évolution où le travail humain ne trouve plus sa justification propre dans la seule logique économique et financière. En effet, la socialisation s'effectue aussi par d'autres moyens (espace familial, école, monde associatif, loisirs et culture, démocratie participative) ; l'enrichissement non-nécessaire est perçu comme moralement négatif (le consumérisme peut-il constituer un projet de vie ?) ; les inquiétudes écologiques soupçonnent le travail humain (industriel) de détruire le cadre de vie au lieu de l'aménager ; le développement personnel est de plus recherché hors du cadre du travail (loisirs et voyages, culture, religions et spiritualités).

Quels que soient les parcours professionnels, les statuts, les âges, on se retrouve face à soi-même. La question du **sens de la vie** est donc clairement posée ici.

b) Le rôle de l'Etat.

On sent dans certaines présentations un « préjugé libéral, anti-étatique », ce qui constitue une option politique, un choix philosophique respectable. Mais il faut peut-être affiner l'analyse.

On pourrait imaginer un autre découpage, en faisant jouer à plein le principe de subsidiarité :

- initiatives qui reviennent à l'Etat démocratique, en tant qu'il est garant du « bien commun » et qu'il dispose de la puissance nécessaire pour mener à bien ces initiatives.
- initiatives collectives susceptibles d'être prises par des « groupes constitués », ce qu'on appelle habituellement les « corps intermédiaires » : les familles, l'école, les entreprises, les associations, les syndicats, les groupements et partis politiques, les Eglises et autres organisations religieuses...
- initiatives que chaque citoyen peut prendre, dans le respect des droits et des libertés démocratiques.

Mais il reste une question redoutable : l'Etat, même démocratique, est-il fondé à être responsable du « bien commun » ?³ « On » manque de confiance dans les institutions, a remarqué un atelier. L'Etat est-il vraiment dans son rôle régalien en intervenant dans tous les domaines, au nom de la sécurité des citoyens et de leur égalité de traitement ?

Il y a là quelque chose qui mériterait d'être discuté : que vaut ce « rôle régalien » ? Fait-il vraiment l'objet d'une délégation de souveraineté de la part des individus et de la part des « corps intermédiaires » ? Par exemple : l'Etat est-il moralement fondé à dicter aux familles leurs comportements en matière de maîtrise de la fécondité ? Je pense, bien entendu, aux politiques publiques en matière de contraception et d'avortement (législation, mise en place de services spécialisés, pressions diverses sur les personnels soignants, etc.). Ne s'agit-il pas ici d'une prérogative absolue des familles ? On peut aussi prendre l'exemple du dépistage systématique de la trisomie 21 que certains partis politiques voudraient mettre en place.

c) La réflexion sur la dépendance.

On a proposé une définition de la dépendance : « La personne dépendante est celle qui ne peut pas assurer les gestes élémentaires de la vie quotidienne. » Il y a là une dimension éthique : « L'éthique, c'est la vie autour de la personne. » On a noté au passage : « Cela a créé des tensions. » En effet, devant les réalités diverses, il faut prendre la juste décision. On propose un critère : « C'est le recentrage sur l'homme. » Comme théologien, je préciserai : c'est le recentrage sur l'homme, dans sa dignité inaliénable de

créature « à l'image de Dieu ». Les évêques de France ont publié un document « Dignité et vulnérabilité ». Il y a là une dimension plus large que la simple dimension technique. Il faut prendre en compte le relationnel et le spirituel. La dignité de l'homme est inviolable depuis la naissance jusqu'à la mort naturelle.

L'Eglise catholique propose une éthique amie de la personne humaine. L'amour est nécessaire même dans une société juste⁴. Conséquence éthique de cette option théologique : on ne peut pas accepter de faire une sélection entre les humains nécessaires et les humains non-nécessaires. Car tous sont nécessaires aux autres. Nous avons besoin des personnes dépendantes pour qu'elles nous rappellent en permanence que, nous aussi, nous sommes dépendants les uns des autres. L'éthique chrétienne nous commande de nous aimer les uns les autres, non pas en paroles mais en actes (cf. I Jn 3, 16-18). Le fait de la dépendance nous y invite constamment.

Si nous y réfléchissons un peu, nous sommes constitutivement dépendants des autres. A notre naissance, nous sommes dépendants de nos parents ou de personnes qui les remplacent, simplement pour pouvoir vivre : c'est la néoténie caractéristique de l'humain. Par la suite, nous dépendons des autres pour notre subsistance, pour notre éducation, pour notre développement. Etc. La grande erreur de notre modernité tardive est de confondre une légitime revendication d'autonomie avec une revendication illusoire d'*in-dépendance*. Comme s'il était possible de vivre sans dépendre de qui que ce soit ou de quoi que ce soit. C'est l'illusion anarchiste : « Ni Dieu, ni maître », reprise en écho par la pensée libérale individualiste de notre époque : « Chacun pour soi et que le meilleur gagne ! » Il n'est donc pas suffisant de mettre en place des mécanismes compensatoires ou des soutiens étatiques : en vertu du principe de subsidiarité, il n'est pas souhaitable que l'Etat se substitue aux personnes et aux corps intermédiaires dans ce qu'ils peuvent faire à leur niveau. Exemple : puisque je suis capable par moi-même de venir en aide à une personne qui en aurait besoin, il n'est pas bon que l'Etat le fasse à ma place. Cela me déresponsabilise. Il vaudrait mieux que l'Etat aide (et stimule) les corps intermédiaires (familles, instances éducatives, etc.) à former les enfants et les jeunes dans ce sens. Par exemple, on pourrait imaginer que l'Etat soutienne financièrement et administrativement les mouvements de scoutisme qui prennent l'initiative d'accueillir des jeunes handicapés au sein de leurs troupes, comme il le fait déjà en finançant des postes d'aides à la vie scolaire pour permettre à des enfants handicapés d'être scolarisés dans les mêmes établissements que les autres...

Dominique FOYER (7 mai 2011)

² Je me réfère ici à Bernard STIEGLER, *Réenchâter le monde. La valeur esprit contre le populisme industriel* (Flammarion, 2006).

³ Voir : William CAVANAUGH, *Migrations du sacré* (éditions de l'Homme nouveau, 2010), chap. 1 : " Mourir pour la compagnie des téléphones ». C'est une critique de l'Etat-nation, tel qu'il a émergé en Europe à partir du XVII^e siècle, pour atteindre son apogée au XX^e siècle avec les nationalismes totalitaires. Sa thèse est que l'Etat-nation s'est constitué en détruisant les corps intermédiaires pour s'approprié toute la puissance sur les individus-citoyens : par la contrainte, il s'empare de leur vie, pour faire la guerre, et du fruit de leur travail par l'impôt). Et, à ses yeux, la mondialisation actuelle n'est que le prolongement de la logique de toute-puissance de l'Etat-nation, généralisée à l'ensemble de la planète.

⁴ Sur ce point : Benoît XVI, encyclique *Caritas in veritate*.

Synthèse des ateliers par Thérèse Lebrun,
Président-Recteur de l'Université Catholique de Lille,
Samedi 7 mai 2011

1. **Pour l'atelier 1**, nous retenons particulièrement que :

▷ L'homme se nourrit de la relation aux autres ;
▷ L'accueil de l'autre dans sa différence et l'analyse à cet égard de situations concrètes, tantôt choisies, tantôt imposées par la vie, ont été une importante préoccupation du groupe.

Trois groupes ou types de réactions ont été repérés à cet égard :

- l'indifférence,
- la peur et la mise à distance,
- l'intérêt suscité par la situation de différence.

La relation à l'autre, c'est : connaître, ouvrir, découvrir, naître, grandir, enrichir, bouger.

Question : Est-ce un rêve ?

Certes « donne et pardonne », mais la peur est vite suscitée : peur de nos fragilités, de nos manques de maîtrise, de nos pertes de repères et d'identité ; de nos limites ; de l'intégrisme aussi ; jusqu'à même la peur du plus fragile (le SDF...).

Question : Est-ce surmontable ?

Alors, essayons de surpasser nos peurs. Comment ? Par la connaissance de soi, le changement de regard, l'humilité des limites, le dialogue, la tolérance (respecter l'autre dans sa différence). Permettre à l'autre de devenir acteur de sa vie (et même d'être acteur de sa vie – N d L R)

Question : Comment aller plus loin ?

Au total, il faut créer de l'adhésion, de l'échange et du partage, avec constance (suivre son cap), énergie, temps et persévérance – Se mettre d'accord aussi.

Au fond, déboucher sur un engagement, un acte de foi, de confiance.

2. Le second atelier (« Comment prendre le temps de construire un projet collectif porteur de sens ? ») a d'abord certes balbutié, mais a finalement choisi une méthode originale et efficace pour avancer, à partir des quatre mots : collectif, projet, sens et temps.

A) Le collectif : penser collectif, c'est être au monde, donc aux autres. Cela passe par l'écoute, l'humilité, le partage de valeurs, le respect de l'autre, le respect de son écoute ; avec une notion de coproduction du projet qui épanouit. Le porteur de projet est déterminant ; il se caractérise par son enthousiasme, son charisme, la gratuité de son action, avec une très belle phrase : « le travail doit être assumé comme un service et une gratitude ».

B) Le projet : il nécessite du cheminement ; il est un mélange d'insatisfaction, de rêve et d'espérance, d'effort et d'enthousiasme.

Et ce projet doit être chargé de ... sens, celui qui tire vers le haut, et fait traduire la RSE en :

- Redonner du Sens à l'Economie,
- Redonner du Sens à mes Engagements.

Mais le projet nécessite du ... temps, celui du mûrissement, du recul par rapport à l'immédiateté et à la dictature de l'urgence. Le temps donné aux autres et reçu des autres ; ce temps qui nous est donné, pour aussi découvrir la force de l'amour, dans l'accomplissement de notre humanité.

3. L'atelier 3 (« Responsabilité d'Etat versus engagement individuel : où mettre le curseur ? Citoyen jusqu'où ? ») est reparti des travaux introductifs et d'un cas très concret : le thème de la dépendance et du vieillissement, question de portée générale avec des conséquences importantes, qui entraîne des questionnements éthiques. Nous sommes dépendants de notre prochain ; reconnaissance importante à vivre. L'absence du rôle des corps intermédiaires est soulignée.

Comment définir le rôle de l'Etat, entre capitalisme pur et dur et l'intervention de l'Etat ? Inquiétudes et violences nous alertent. La confiance en l'Homme constitue une interpellation dans notre identité chrétienne, cet Homme responsable de lui-même et de son rapport à l'autre, sans omettre la dimension spirituelle, y compris de la dépendance.

4. L'atelier 4 (« De l'estime de soi à la confiance en l'autre »), où le thème a été jugé vaste ; le fil conducteur a été difficile à trouver : faire grandir l'autre ; vivre ensemble ; l'estime de soi ; la confiance en l'autre ! Comment être concret ?

▷ Pour grandir, il faut pouvoir satisfaire un ensemble de besoins : physiologiques, de sécurité, d'emploi ; d'appartenance et d'estime de soi.

Dans quatre dimensions : corporelle, intellectuelle, psychologique et spirituelle.

Pour grandir, il faut :

- avoir confiance en soi : les vocations sont multiples ; il convient de s'accorder du temps ;
- avoir confiance en l'autre : aller vers l'autre à partir de qui je suis ; donner du temps à la relation.

▷ Où grandir ensemble ? Dans l'entreprise (mission du salarié dans l'entreprise). On ne peut accepter que « le salarié ne s'y trouve pas pour être lui-même ! » ; bien sûr, c'est aussi un monde qui fait souffrir.

L'estime de soi, mais aussi le terreau infertile au niveau social et planétaire, les inégalités, le chômage, les questions d'environnement, la crise économique ; le parcours historique nous montre l'ampleur de ces questions.

L'atelier termine sa réflexion sur l'estime de soi, l'amour du Seigneur et du prochain, telle une interpellation.

Au total :

- Beaucoup de travail des ateliers, divers, variés, avec une cinquantaine de personnes, se réunissant six à huit fois dans l'année, pour réfléchir ensemble, gratuitement. Quelle victoire déjà ! Quel résultat !
- Certes des tâtonnements, une tonalité parfois pessimiste, des thématiques trop vastes, et donc, parfois, des cheminements très inattendus, mais au moins, les ateliers ont vécu ces éléments.
- La notion du temps maintes fois reprise.
- Les peurs plus travaillées que les rêves.
- Et le vivre-ensemble dans tout cela ? Et les solutions ? Et les actions ? Elles sont appelées des vœux des participants.
- Certains ont souligné « des élucubrations sympathiques », mais le Carrefour Economique et Social, c'est aussi de l'échange, du tâtonnement, qui traduit des préoccupations ;
- Le « pataugement » parfois (ou souvent) ressenti : c'est aussi notre société qui patauge. Ces tâtonnements traduisent aussi les préoccupations du citoyen. Il convient de s'emparer des questions, de dire son mot.

A. Sur les aspects socio-économiques,

rapportés par Eric Olszak, de l'Université Catholique de Lille, nous retenons que :

- ▷ accablés par les épreuves de cette dernière décennie, des peurs et des dangers nous ont assailli. Où allons-nous ?
- ▷ cette prise de conscience peut conduire à renforcer les liens ;
- ▷ les progrès technologiques se poursuivent.

Dans ce contexte, important et sont soulignés :

- l'interaction entre les individus ;
- la nécessité de prendre le temps de construire un projet collectif ;
- le rôle régulateur de l'Etat : développer des solidarités, pas évidentes d'emblée ; réduire les peurs (police, justice, défense). L'Etat exerce ses fonctions régaliennes : politique sociale, économique, d'aménagement...

Mais les élections sont bâties tantôt sur la peur, tantôt sur le rêve.

Les biens tutélaires restent importants : éducation, santé, dépendance – sous l'égide de l'Etat.

Quelles pistes ?

1) La nouvelle sociologie économique ; la force des liens faibles ; la nécessité de renforcer ces liens faibles (réseaux, alliances, maillages...).

2) L'économie de proximité, celle qui travaille à la résolution des conflits et s'appuie sur les logiques d'appartenance et de similitude.

B. Sur les aspects théologiques, rapportés par le Père Dominique Foyer, de l'Université Catholique de Lille.

Voici les principaux éléments :

- ▷ se laisser interpellé par la théologie, à travers une théologie inductive ;
- ▷ repérer les questions lancinantes :
 - difficulté à vivre ensemble ;
 - irrationalité des peurs ;
 - liens avec autrui ;
 - respect de la différence ;
 - travail en confiance mutuelle ;

▷ la réflexion anthropologique est très importante ;

▷ il nous faut réfléchir en profondeur sur notre perception du temps et le sens que nous donnons à cette perception ;

▷ il nous faut poser ensemble les questions du sens et de l'identité.

Au fond : croire ensemble ?

Quelles réflexions théologiques, bibliques ? Quels points de repères après ce cheminement ?

- Que veut Dieu ? Qu'attend-il de moi ? De nous ?

- Connaissons-nous les secrets du monde et du temps (la tentation du tout connaître) ?

- Au commencement, originairement, il y a la relation et la différence.

Penser aussi au Créateur et à la créature :

- nous vivons l'expérience douloureuse de vouloir nous assimiler et d'être rejetés ; avec une identité originale et un destin différencié ;

- le péché, n'est-ce pas au fond le non-respect de la différence entre Dieu et l'Homme ?

- l'épreuve est source de maturation éthique ; du particulier à l'universel du salut, le Christianisme est un universalisme centrifuge qui conduit à aller aux autres jusqu'aux extrémités de la terre ;

- noter l'importance du « tiers », l'Esprit-Saint ;

- réfléchir à une éthique de la relation. Rappelons, avec Paul Ricoeur, que « le plus court chemin de soi à soi-même passe par autrui » ;

- nous revenons aussi aux notions du pardon, du don, de la gratuité.

Le Père Dominique Foyer dégage alors quelques perspectives éthiques :

la valeur travail (à réfléchir et travailler) ;

le rôle de l'Etat. Ne s'accapare-t-il pas toutes les responsabilités ? Tous les pouvoirs ? Avec la disparition des corps intermédiaires, à commencer par la famille. Où en est la subsidiarité ?

et la dépendance ? « Tous sont nécessaires aux autres. » Où en est notre éthique chrétienne sur ce point ? Il nous faut nous aimer, non seulement en paroles, mais en actes !

CONCLUSION DE Mgr Laurent ULRICH

Attentif aux comptes rendus, je voudrais ouvrir trois perspectives.

D'emblée, j'observe que les échanges témoignent d'une volonté de traiter la problématique proposée dans une optique de remise en cause. Les membres des ateliers, et les travaux conduits le montrent, ont été sensibles à ***ce qui bouscule les idées et entraîne un état de réflexion et de questionnement.***

On a pris en compte les analyses qui obligent à « changer le regard » sur les réalités.

- Savoir reconsidérer les notions qui mettent en situation de réaction ;
- Accepter de se laisser bousculer concrètement ;
- Se mettre en route à l'aide des événements et des éléments qui interrogent malgré soi ;
- Développer la capacité à être présent en ce que l'on engage et ce que l'on vit.

Autant de constats qui incitent à prendre une certaine distance face aux habitudes et aux comportements trop habitués aux choses.

On ne peut nier que les peurs semblent si ancrées, si habituées justement, qu'elles influencent plus qu'on ne le croit et qu'on ne le perçoit le regard et les réactions : la part des rêves paraît très réduite dans les échanges alors que le thème les plaçait en équilibre. La diffusion de la peur éveille la perte de confiance en soi, en tout autre, et provoque à la violence. Elle s'oppose dès lors aux premiers pas à partager entre hommes pour pouvoir « Vivre ensemble ». On retrouve ici les reflets de notre société. Il n'y a guère eu de nombreux laps de temps de paix dans la vie des hommes et quelles que soient les périodes ou les lieux concernés. La peur est inscrite en l'homme depuis ses origines.

La question du rapport au temps traverse la plupart des échanges sous diverses formes. Déjà mise en valeur lors de la conférence de J.P. Delevoye en octobre 2010 - voir pages 5 et 6 – elle convoque à un discernement urgent et indispensable. ***Il faut réellement redonner sa place au temps, notamment en réintroduisant du « terme » dans l'action !*** Attitude qui permet d'avoir conscience de soi et de la société dans laquelle on se situe. La foi chrétienne commence par une expérience de création progressive du monde ; la Genèse nous présente un monde créé en sept jours, illustrant par là ***la dimension temporelle d'une création qui se déroule dans le temps. La foi chrétienne nous invite donc à une appréhension dynamique du temps.*** Mais il faut sans doute accepter pour y parvenir de ne pas vouloir toujours tout réussir et tout dominer par soi-même.

Enfin, il est nécessaire de réaliser que toute réflexion sur l'humanité commence par une réflexion sur la relation. Elle est du reste à l'origine de

toute remise en cause. De ce point de vue, il faut rappeler en ce contexte de crise économique et de sens, **une contradiction nuisible au vivre ensemble**. D'une part, l'homme doit sans relâche s'investir et mettre à l'épreuve ses compétences et ses ressources personnelles, c'est la tentation de l'isolement et d'autre part, les mécanismes de la mondialisation contraignent chacun à vivre une interdépendance qui incite à un repli vers l'individualisme. Pour combattre ce paradoxe, on n'évitera pas la question fondamentale : l'homme n'est pas fait pour vivre seul mais alors quel type d'homme doit-on éduquer pour construire une relation suffisamment fondatrice du vivre ensemble ? Rappelons-nous le prophète Michée (6,8) « *On t'a fait savoir ô homme ce que Le Seigneur attend de toi : pratiquer la justice, aimer avec tendresse, marcher humblement avec Dieu* ».

D'où une nécessaire recherche de la volonté de Dieu et de son accomplissement comme je le soulignais déjà dans ma question au terme de la conférence d'octobre 2010. Dieu veut notre salut, un salut vécu ensemble. Mais pour recevoir ce salut, on ne peut ignorer les violences les désirs de possession et de domination : qu'on se souvienne d'Abel et Caïn ! C'est donc tous les espaces humains, toutes les relations et les dimensions de l'existence, qui sont conduits à prendre en compte le vivre ensemble. Et notamment au cœur des entreprises sans mettre de côté la réalisation des projets qui rassemblent les énergies, les perspectives et les politiques : une entreprise est faite pour produire du bien certes économique, mais aussi du bien pour celles et ceux qui vivent dans l'entreprise - il s'agit d'y faire communauté – et pour celles et ceux qui profitent de la production. En dernier lieu, le profit signale la bonne gestion et permet la pérennisation : mais il n'est pas le but, et il est fait pour être largement réinvesti, ainsi que le dit l'encyclique Centesimus Annus (par. 35). C'est peut-être ainsi qu'on crée une dynamique constructive de l'engagement. Il y a nécessité de **créer autour de soi de l'adhésion pour reconstruire de l'espérance**. Un théologien écrivait en 1962 « *Prendre part à l'effort des hommes, c'est entrer avec eux dans la chaîne de misère, c'est coopérer activement à toutes les initiatives de fraternité qui répondent à la fois à nos possibilités et à nos convictions ; c'est vraiment faire quelque chose, quelque chose de réel par quoi la fraternité humaine se réalise à quelque degré.* » (1) En se laissant entraîner dans les échanges partagés cette année, on peut se dire que le carrefour s'y essaie.

Laurent Ulrich
Archevêque de Lille.

(1) Yves Congar, « Sacerdoce et Laïcat », éd Le Cerf, p 444 445.



REGLEMENT DE LA DEDUCTION, FISCALE POUR LES DONS EFFECTUES DEPUIS LE 1^{er} JANVIER 2003

Le Centre Spirituel du Haumont établit des reçus fiscaux pour des dons supérieurs à 25 €. Joignez le coupon ci-dessous à votre don, vous recevrez en retour un reçu fiscal ouvrant droit à une déduction d'impôts de 66% dans la limite de 20% de votre revenu imposable.

*Exemple : Un don de 50 € vous coûte réellement 16.50 € et par votre geste, vous amenez l'Etat à participer à hauteur du solde, soit 33.50 €.
Pour 100 €, c'est double d'avantage !*

Don de participation au carnet du Carrefour Economique et Social du Haumont.

Nom, prénom :

Adresse :

souhaite soutenir le Centre Spirituel du Haumont en participant au financement du carnet du Carrefour Economique et Social et je verse :

25 € 50 € 100 € 200 € la somme de €

vous remercie de lui adresser un reçu fiscalChèque à établir à l'ordre du Centre Spirituel du Haumont.
Merci d'adresser ce coupon avec votre chèque au Centre Spirituel du Haumont - BP 19 - 59420 Mouvaux

